

Solidaire

N°2
SOLIDAIRE PRINTEMPS 2024
MAGAZINE DU PARTI
DU TRAVAIL DE BELGIQUE | PTB
www.solidaire.org
5€



RENCONTRE

AUJOURD'HUI AU DELHAIZE, DEMAIN AU PARLEMENT ?



Les premiers
noms de
ManiFiesta
sont là !



« Un impôt sur la
fortune n'est pas
seulement possible,
il est nécessaire »



En direct
d'un hôpital
de Gaza



RÉDACTION

Bd M. Lemonnier, 171, bte 2, 1000 Bruxelles
tel +32(0)2 504 01 10

Ont participé à ce numéro : Jonathan Lefèvre, Dirk Tuypens, Patrick Moens, Nadine Van Wallegem, Lieve Copers, Marjon Bellen, Livia Lumia, Tibby Meseure, Geert Haverbeke, Bert De Belder, Maartje De Vries, Stefaan Van Parys, Sofia Touhami, Sira Blancquart, Olivier Goessens, Gille Feyaerts, Bruno Stas, Tom De Meester, Peter Mertens, Thérèse Michels, Janneke Ronse, Evelien De Jaegher, Wim De Ceukelaire, Fanny Polet, Roel Berghuis, David Pestieau, Ben van Duppen, Bruno Bauwens, Dimitri Neyt, Aurélien Soucheyre

Directeur de la rédaction michael.verbauwhede@solidaire.org
Rédacteur en chef jonathan.lefevre@solidaire.org
redaction redaction@solidaire.org

REDACTION ONLINE

Webteam webmaster@solidaire.org



www.solidaire.org

ABONNEMENT

Abonnement abonnement@solidaire.org
tel +32(0)2 50 40 150

Normal: 25 € | **Spécial*:** 20 € | **Soutien:** 100 €
Remplissez votre bon d'abonnement et retrouvez nos autres tarifs sur notre site.

www.solidaire.org/sabonner

Compte IBAN BE17 0010 7289 9721 BICGEBABEBB

** Étudiants, chômeurs, invalides ou plus de 65 ans. Nous faire parvenir copie carte d'étudiant, de chômeur, d'invalidé ou pièce d'identité.*

« Solidaire » et « Solidair » (la version néerlandophone) sont en vente dans les secrétariats provinciaux du PTB, dans les centres de Médecine pour le Peuple et sur www.ptbshop.be



www.facebook.com/solidaire.org

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE

Secrétariat national

bd M. Lemonnier, 171, bte 2, 1000 Bruxelles
tel +32(0)2 50 40 110
ptb@ptb.be
www.ptb.be

Fonds de soutien

BE50 5230 8143 5518 • BIC GEBABEBB

Couverture : Bruno Bauwens



www.twitter.com/solidaire_org



32-35

Highway to Hell...mut Lotti

Le 8 septembre, « Hellmut » et son groupe de métal seront sur la scène principale de ManiFiesta. Nous avons découvert en avant-première ce à quoi nous attendre...



44-47

« La gauche doit apporter de l'espoir et donner une perspective aux gens »

L'historien, journaliste et auteur marxiste indien Vijay Prashad et Peter Mertens, auteur de « Mutinerie » : « Les travailleurs ont du pouvoir et ce pouvoir est plus grand que la plupart des gens ne le pensent. »



54-56

Découvrez la véritable histoire du 1er Mai

Chaque année, la classe travailleuse du monde entier se rassemble pour lutter le premier jour du mois de mai. Un jour qui n'a pas été choisi par hasard...



Élections

Taxe des millionnaires : aller chercher l'argent chez les 1% 6-9

Aidez-nous à imposer le changement 10-11

Quentin Parrinello : « Un impôt sur la fortune n'est pas seulement possible, il est nécessaire » 12-17

Du Delhaize au Parlement 20-23



ManiFiesta

Ils seront à ManiFiesta 30-31

Être bénévole pour repartir gonflé à bloc 36-37

Irvin Jim, symbole du renouveau syndical en Afrique du Sud 38-39

Shawn Fain, le dirigeant du syndicat américain de l'automobile, à ManiFiesta 40-41

- 18-19 Rencontre avec Peter Mertens
- 24-25 Le bon goût des repas gratuits à l'école
- 26-27 Ne pas abandonner encore une fois les victimes d'abus sexuels dans l'Église
- 48-51 Gaza : « Il s'agit d'une guerre contre les soins de santé, pas contre le terrorisme »
- 52-53 L'art de donner un joli nom à une sale guerre
- 58-59 Jan Brasser, un métallo dans la résistance
- 60-61 Que pouvons-nous vous conseiller ?
- 63 Expresso



Zone calme
RUE DE LA VILLE
RUE DE LA VILLE
RUE DE LA VILLE
RUE DE LA VILLE

scaver
WVY



LA PALESTINE VIVRA

En un peu plus de six mois, les massacres en Palestine ont fait plus de 33 000 morts – dont une majorité de femmes et d'enfants – selon l'ONU. Un bilan qui ne cesse d'augmenter. Mais le soutien international au peuple palestinien ne faiblit pas. Au contraire. Comme on peut le voir un peu partout dans le monde, des initiatives fleurissent. A Liège, par exemple, des militants ont recouvert les marches de la montagne de Bueren des couleurs du drapeau de la Palestine (photo). Résultat : les pressions externes se font de plus en plus fortes sur le gouvernement israélien d'extrême droite coupable de cette barbarie. Syndicats, ONG, partis politiques, etc. dénoncent la violence du pouvoir israélien. Même... la Maison blanche la critique. Non par humanisme, mais par peur de ce que la résistance mondiale existante ne déborde trop de Gaza... Comme le disait le poète palestinien Mahmoud Darwich :

« Vous qui vous dressez sur les seuils,
entrez,
Buvez avec nous le café arabe
Vous ressentiriez que vous êtes humains
comme nous.
Vous qui vous dressez sur les seuils des
maisons
Sortez de nos matins,
Nous serons rassurés d'être des
humains comme vous ! »

JONATHAN LEFÈVRE



TAXE DES MILLIONNAIRES

Aller chercher l'argent chez les 1%

Depuis plus de 15 ans, le PTB met le sujet de la taxation des plus riches sur la table. Sous la pression, de plus en plus de partis doivent mettre cette idée dans leur programme (même si le risque est grand qu'ils l'oublient une fois l'élection passée...) Loin des caricatures que certains veulent en faire, décryptage de la Taxe des millionnaires que le PTB développe dans son programme.

La Belgique, qui n'a jamais connu d'impôt sur la fortune, est une exception. De très nombreux pays imposent le patrimoine des plus riches. Sur les 15 pays qui composaient l'Union européenne jusqu'en 2004, 12 taxaient les grosses fortunes. Mais dans les années 1980, le tournant néolibéral pris par les gouvernements de droite comme de sociaux-démocrates a poussé ceux-ci à petit à petit abandonner cette mesure. Ils ont pris comme prétextes des problèmes pratiques mais c'est surtout par idéologie qu'ils ont agi, au nom de la « théorie du ruissellement ». Celle-ci dit que la richesse doit s'accumuler au sommet de la pyramide sociale pour ruisseler vers le bas, vers le reste de la population.

UN DÉBAT VIVANT DANS PLUSIEURS PAYS

De prestigieux économistes comme Thomas Piketty et d'autres ont prouvé que cette théorie était fautive et que la richesse restait au sommet. Cette prise de conscience est de plus en plus répandue. C'est pourquoi le débat sur la (ré)introduction d'un impôt sur la fortune est lancé dans de nombreux pays. Aux Pays-Bas, l'ESB, l'association des écono-



mistes néerlandais, soutient un « impôt sur la fortune sans compromis ». Au Royaume-Uni, la Wealth Tax Commission préconise l'éventuelle instauration d'un impôt sur la fortune. Aux États-Unis, les candidats à la présidence Bernie Sanders et Elizabeth Warren ont mis la proposition sur la table. En France, où un impôt de solidarité sur la fortune (ISF) existait encore jusqu'en 2018 – mais que le nouveau président de l'époque Emmanuel Macron s'est dépêché de supprimer – de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer sa réintroduction. Une étude menée par France Stratégie a montré que sa suppression n'a pas entraîné d'augmentation des investissements ou de l'activité économique, mais une augmentation des dividendes versés par les entreprises françaises à leurs actionnaires. L'Institut français de la statistique a également publié des données indiquant que la suppression de l'ISF a accru les inégalités en France.

La proposition de Taxe des millionnaires que le PTB a lancée en 2008 a été entre-temps ajustée parce que l'accumulation de la richesse au sommet a changé. La Taxe des millionnaires « nouvelle version » est ciblée, ambitieuse, réalisable et nécessaire :

- Ciblée : elle vise les 1 % de super-riches, le groupe qui concentre la grande partie de la fortune. Le 1 % le plus riche possède un patrimoine aussi important que les trois quarts de la population (74 %). Ces 50 000 familles les plus riches, les super-riches ont une fortune de plus de 5 millions.
- Ambitieuse : 2 % de taxe au-dessus de 5 millions, 3 % au-dessus de 10 millions.
- Réalisable : les super-riches doivent déclarer eux-mêmes leur fortune via fortune-on-web.
- Nécessaire : la taxe sur les millionnaires rapporte 8 milliards d'euros à investir dans la société. 8 milliards d'euros pour financer nos pensions, nos écoles, nos hôpitaux, nos services publics, etc.

QUI VA PAYER ?

Elle vise les 1 % de super-riches, le groupe qui concentre la grande partie de la fortune. Ce petit club possède un patrimoine aussi important que les trois quarts de la popu-

lation (74 %). Ces 50 000 familles les plus riches ont une fortune de plus de 5 millions. Quand le PTB a lancé sa proposition en 2008, c'était plus d'un 1 million d'euros. La nouvelle proposition de taxe des millionnaires du PTB a donc été ajustée pour continuer à bien viser le 1 % les plus riches. Les partis progressistes de la Vivaldi ont eux aussi une proposition de taxe sur la for-

ren (Bertrand), UCB (Janssen), etc.

Le ménage qui détient un patrimoine net de un à trois millions d'euros, que socialistes et verts veulent toucher, ne correspond pas forcément à ce profil. Il y a une série de cas limites, que les adversaires d'une taxation des grandes fortunes utilisent comme prétexte pour s'opposer à une telle mesure. On l'a vu en France avec les nombreux débats sur l'ISF dont les adversaires utilisaient l'exemple des habitants de l'île de Ré, assujettis à l'ISF en raison de la flambée de la valeur de leurs terres. De la même manière qu'en Belgique, le président du MR Georges-Louis Bouchez prétend qu'une taxe des millionnaires finirait par toucher la « classe moyenne ».

Prenons un couple d'agriculteurs possédant quelques dizaines d'hectares de terres, de bâtiments agricoles et du matériel agricole dont il aurait remboursé les crédits. Cela peut représenter plusieurs millions d'euros, sans que ces agriculteurs n'exploitent un personnel pléthorique, ni ne bénéficient de revenus extraordinaires.

Ou prenons un couple de pensionnés qui, à la faveur d'héritages et de salaires confortables, possède, outre une épargne, une habitation à Bruxelles et une seconde résidence dans la province du Luxembourg, près de frontière grand-ducale. Vu la flambée des prix de l'immobilier, leur patrimoine total peut atteindre de grosses sommes. Ils n'appartiennent toutefois pas à la catégorie des super-riches profitant de l'exploitation de nombreux travailleurs.



La Taxe des millionnaires nouvelle version est ciblée, ambitieuse, réalisable et nécessaire

tune – après avoir voté... 11 fois contre la proposition initiale du PTB au Parlement – mais socialistes et écologistes du Nord et du Sud veulent une taxe plus légère et moins ciblée.

POURQUOI NE VISER QUE CEUX QUI ONT 5 MILLIONS DE PATRIMOINE ?

Si le PTB veut taxer uniquement les 1 % les plus riches, c'est qu'ils font partie de la classe sociale qui tire sa richesse de l'exploitation du travail d'autrui. Soit directement ou soit via la spéculation. On trouve dans ce 1 % entre autres les grandes familles capitalistes, lourdes en milliards d'euros, qui possèdent des sociétés du Bel20 : AB Inbev (familles de Spoelberch, de Mevius, Van Damme), Colruyt Group (Colruyt), Sofina (Boël), GBL (Frère) Ackermans & van Haa-

POURQUOI TAXER LE PATRIMOINE ET PAS LES REVENUS ?

La croissance des inégalités de richesse est un problème dans toutes les économies développées. Dans son livre *Le capital au XXIe siècle*, l'économiste français Thomas Piketty a démontré que la richesse des 1 % les plus riches croît plus rapidement que l'économie et que, sans intervention, l'inégalité continuera à se creuser. Piketty plaide en faveur d'un impôt sur la fortune pour contrer ce phénomène.

Pour sa part, l'Observatoire européen de la fiscalité préconise un impôt sur la fortune minimum global de 2 % pour les milliardaires. Selon le centre de recherche, la fortune des plus riches a augmenté de 6 à 9 % par an depuis 1995. C'est deux à trois fois



plus rapide que pour le reste de la population. Conséquence : en un quart de siècle, la part de la richesse accaparée par les milliardaires a triplé.

Dans le cadre de la conférence de Davos, Oxfam International a déclaré qu'un impôt sur la fortune des multimillionnaires européens pourrait rapporter 286 milliards d'euros par an.

QUERAPPORTE-T-ELLE?

Cette taxe est de 2 % au-dessus de 5 millions de patrimoine, 3 % au-dessus de 10 millions. Même parmi les plus riches, la richesse est très inégalement répartie. Les 2 730 familles les plus riches, soit 0,05 % du total en Belgique, possèdent 165 milliards d'euros. Leur patrimoine moyen s'élève à 60 millions

De très nombreux pays imposent ou ont imposé le patrimoine des plus riches

d'euros. Il s'agit des Belges les plus riches, qui possèdent des fortunes énormes. Parmi celles-ci, on trouve les familles milliardaires comme les Spoelberch et les de Mevius d'AB Inbev, les Boël de Sofina et les Huts de Katoen Natie. Les 0,05 % les plus riches pourraient contribuer à la taxe des millionnaires

à hauteur de 4,4 milliards d'euros. Le reste des 1 % les plus riches dispose d'un patrimoine total de 516 milliards d'euros, soit une moyenne de 10,7 millions d'euros par famille. Ensemble, ils contribueraient à la taxe des millionnaires à hauteur de 6,4 milliards d'euros. Au total, la taxe sur les millionnaires produirait donc un rendement brut de 10,8 milliards d'euros.

« Nous estimons avec prudence que notre impôt sur la fortune rapportera environ 8 milliards d'euros net par an », peut-on lire dans le programme du parti de gauche. « C'est 26 % de moins que le revenu brut calculé de 10,8 milliards par an. Dans son étude, le Bureau fédéral du Plan prévoit une perte comprise entre 7 et 34 %. Notre hypothèse prudente va donc dans le même

11 fois, le PTB a soumis sa Taxe des millionnaires au parlement, 11 fois, tous les autres partis ont voté contre... (Photo Solidaire, Stefaan van pays)





sens. »

COMMENT LA METTRE EN PLACE ?

Pour collecter la taxe, le PTB veut mettre en place « Fortune-on-Web ». Les multimillionnaires pourront déclarer leur patrimoine sur cette extension de Tax-on-Web. Pour minimiser l'évasion fiscale, le PTB veut créer, au sein du Service public fédéral Finances (SPF), une cellule « grandes fortunes », chargée de contrôler les déclarations des 56 000 familles les plus riches. Une telle cellule existe dans de nombreux pays, mais pas encore en Belgique.

Des adversaires d'une telle taxe mettent en avant l'absence de cadastre des fortunes. Mais, heureusement, il existe déjà de nombreuses bases de données contenant des informations sur le patrimoine des Belges. Les biens immobiliers sont répertoriés dans le Cadastre du SPF, les informations sur les comptes bancaires sont conservées au point de contact central (le PCC) de la Banque nationale, les autorités fiscales détiennent les informations sur les comptes-titres, les compagnies d'assurance détiennent également des informations sur la valeur de divers biens de luxe comme les bijoux, les voitures de luxe et les yachts, les informations sur les comptes. Les actifs étrangers sont déjà communiqués aux autorités fiscales belges, et le registre UBO contient des informations sur les propriétaires de toutes les entreprises belges.

L'ancien gouverneur de la Banque nationale, Luc Coene, a déclaré il y a dix ans qu'un contrôle des actifs ne posait pas de problème technique : « Une grande partie de ces données, comme les biens immobiliers et les actifs financiers, sont déjà connues de différents services publics. Techniquement, avec les technologies informatiques actuelles, il n'est pas difficile de rassembler ces informations. » Aujourd'hui, nous disposons de beaucoup plus de données numériques et de techniques informatiques pour analyser ces données. En reliant les bases de données entre elles et en recensant les patrimoines dans Fortune-on-Web, nous avancerons pas à pas vers un cadastre des fortunes. De cette façon, la collecte de l'impôt sur la fortune se fera de plus en plus facilement.

POURQUOI A-T-ON BESOIN D'UNE IMPOSITION DE LA FORTUNE ?

La taxe sur les millionnaires rapporterait donc 8 milliards d'euros à investir dans la société. « Ces milliards ne seront pas investis dans des biens spéculatifs, des armes ou des



entreprises qui échappent à l'impôt, explique le PTB. Nous les utiliserons pour des investissements publics et pour répondre à des besoins sociaux. Ils serviront, par exemple, de garantie à une banque d'investissement qui isolera les habitations, investira dans l'énergie verte et améliorera les transports publics. Chaque euro que nous investirons de cette manière permettra à la classe travailleuse d'avancer. Ces investissements conduiront également à la croissance économique. Une partie des recettes pourra également servir à financer les pensions, la recherche publique, l'enseignement et les soins de santé. Avec une contribution modeste de la part des 1 % les plus riches, nous pourrions permettre au reste du pays de réaliser des progrès importants. »

Avec cet argent, le PTB compte investir pour répondre aux besoins sociaux et lutter contre le changement climatique. « Ces investissements génèrent de nouveaux emplois et une activité économique dans des secteurs tels que la production d'énergie verte, le transport et la construction et la rénovation de logements. Après des années de restrictions budgétaires, et aujourd'hui que la production en Europe stagne, ces investissements publics sont nécessaires pour relancer l'économie et la préparer à l'avenir.

Nos détracteurs soutiendront que notre taxe aura pour effet que les super-riches auront moins d'argent. C'est vrai : l'argent que nous investissons dans l'avenir de la société, ils

Avec cet argent, le PTB compte investir pour répondre aux besoins sociaux et lutter contre le changement climatique

ne pourront plus l'investir dans des produits spéculatifs. Or, ces investissements spéculatifs ont un impact négatif sur la croissance économique. »



Aidez-nous à imposer le changement

Votre soutien est primordial. Plus on est nombreux, plus on peut mettre la pression pour faire changer les choses. Vous aussi, vous pouvez contribuer. Donnez de la visibilité au PTB dans votre rue en plaçant une affiche à votre fenêtre, participez à la distribution de nos dépliants ou récoltez des promesses de vote : quelles que soient vos envies et vos disponibilités, il y a toujours une façon d'aider qui vous correspond !

www.ptb.be/aider





« Un impôt sur la fortune n'est pas seulement possible, il est nécessaire »

Le mot « fiscalité » est trop souvent compris comme « sujet très compliqué ». Or, c'est un enjeu fondamental. C'est même, selon Quentin Parrinello, de l'Observatoire européen de la fiscalité, « la question centrale de la démocratie : qui met-on à contribution, à hauteur de combien et pour quoi faire ? »

JONATHAN LEFÈVRE



Oxfam et l'Observatoire européen de la fiscalité dénoncent les inégalités – le dernier rapport de l'Observatoire sur l'évasion fiscale montre que les multinationales ont caché 1 000 milliards de dollars de bénéfices dans les paradis fiscaux en 2022... – et proposent des alternatives. Parmi celles-ci, une imposition de la fortune, la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales, une taxation juste des multinationales...

Après 8 ans chez Oxfam, Quentin Parrinello a rejoint l'Observatoire dirigé par l'économiste Gabriel Zucman – lauréat de la médaille Clark, prestigieux prix d'économie, en 2023. Rencontrez.

En 2023, des géants comme TotalÉnergies ont annoncé des bénéfices historiques. Les plus grosses entreprises françaises (CAC 40) ont versé près de 100 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. Qu'est ce que ces chiffres vous inspirent ?

Quentin Parrinello. Cela montre simplement qu'il y a un petit nombre d'acteurs qui concentrent de plus en plus de pouvoir. Total n'est pas le seul. Les géants du pétrole font des bénéfices records depuis quelques années. Cela nous amène au débat sur les surprofits. L'Union européenne a essayé de s'y attaquer en mettant en place une taxe sur ces bénéfices excédentaires qui pose quelques problèmes car elle est extrêmement vulnérable à l'évasion fiscale. Ce qui fait que dans beaucoup de pays européens, le résultat de l'imposition des surprofits est assez décevant. Il ne répond pas au problème. Nous souhaitons améliorer ce type d'impôt. On a fait une proposition pour un impôt plus efficace. Mais ce n'est pas uniquement une question de fiscalité, c'est aussi une question de monopole de grandes entreprises, du pétrole mais aussi de l'agro-alimentaire.

Et le fait de voir les géants du pétrole battre leurs records de bénéfices pose question sur leur impact sur l'environnement : ces entreprises se font de gigantesques profits essentiellement sur l'extraction de ressources fossiles et

◀ Quentin Parrinello. (Photo Christophe Da Silva)



elles réinvestissent essentiellement dans l'exploitation de ressources fossiles. Donc ça interroge également sur le modèle économique...

Chaque année, Oxfam sort un rapport sur les inégalités. Chaque année, ce rapport fait plus de bruit que l'année précédente. Comment expliquer cette hausse de l'attention ?

Quentin Parrinello. Pendant très longtemps, la question des inégalités a été vue comme un effet secondaire acceptable de la mondialisation. S'il y avait de la croissance, peu importe que ça crée des inégalités ou pas, ce n'était pas un problème. Et je pense que les rapports d'Oxfam ces dernières années ont eu le mérite de mettre en lumière cette dynamique. Mais c'est plus large, c'est un travail d'énormément d'organisations de la société civile, de partis politiques, de grandes institutions pour montrer l'impact négatif de la question des inégalités, de la concentration des richesses, etc.

Le discours change. Les inégalités ne sont pas un phénomène naturel mais le résultat de choix politiques. Ces inégalités enferment une grande partie de la population dans la pauvreté. Toute une partie de la population y perd et même les personnes les plus aisées qui sont les plus grands bénéficiaires de la mondialisation ont, à long-terme, à y perdre. Au niveau sanitaire, par exemple : désinvestir dans la santé fait baisser le niveau global et permet l'arrivée de pandémies. Au final, le problème des inégalités est un sujet politique qui concerne tout le monde.

Les inégalités ne sont pas un phénomène naturel mais le résultat de choix politiques. Elles enferment une grande partie de la population dans la pauvreté

Justement, parlons des super riches : quelques-uns demandent à être plus taxés. Pourquoi, selon vous ?



Quentin Parrinello. D'abord, je pense que c'est utile au débat public puisque le fait de ne pas taxer les plus riches n'est pas une loi de la nature. On a eu des taux d'imposition des plus riches beaucoup plus hauts par le passé et le fait de les imposer à des niveaux bas est le résultat de l'émergence d'une idéologie néolibérale qui disait que baisser les impôts sur les plus riches allait relancer l'investissement. Aujourd'hui, on arrive au bout de ce cycle et on voit qu'une majorité de l'opinion publique supporte l'idée d'une hausse des impôts sur les plus riches. Ça ne se transmet pas encore au niveau gouvernemental, mais ça peut aller vite. Ensuite, je pense que ce n'est pas aux plus riches de décider eux-mêmes leur niveau de taxation, c'est à la société de décider de la contribution juste de chacun.

Votre Observatoire préconise de taxer le patrimoine plutôt que le revenu. Pourquoi ?

Quentin Parrinello. Quand vous êtes très riche, c'est facile de structurer votre richesse pour générer peu de revenus taxables. L'impôt sur le revenu, qui est l'outil central de taxation des individus, ne réussit pas à taxer les plus riches. Dans notre étude, on ne prend

▲ **Quentin Parrinello** été récompensé en 2020 comme faisant partie des « 35 jeunes leaders de l'avenir en matière de fiscalité » selon l'organisation TaxCOOP (avec entre autres l'économiste britannique Grace Blakeley, NdIR). (Photo TaxCOOP)

pas seulement en compte l'impôt sur le revenu, on prend la TVA, les cotisations sociales, l'ensemble des impôts sur la consommation, l'impôt sur les sociétés. Et même en prenant tous ces impôts, les plus riches paient proportionnellement moins d'impôt que le reste de la population. Donc la question est : comment on fait pour faire contribuer ces personnes qui sont plus riches que les autres mais payent moins d'impôt sur le revenu ? Vu que c'est assez facile de changer la nature de ses revenus, de les structurer pour qu'ils passent d'une catégorie imposable à une catégorie non imposable, la meilleure façon de faire contribuer les plus riches est d'imposer leur fortune. C'est le patrimoine, les biens immobiliers mais également les parts dans les entreprises.

Le gouvernement belge a mis en place une taxation sur les comptes titres et a présenté ça comme étant un impôt sur la



fortune. Mais ça ne touche pas les plus riches et ça ne rapporte pas grand-chose. Quels sont les critères d'un impôt sur la fortune efficace ?

Quentin Parrinello. On peut s'inspirer de ce qui n'a pas marché dans les précédents impôts sur la fortune. Ils n'ont pas forcément levé autant d'argent que ce à quoi on s'attendait. Et les plus riches contribuables n'ont pas forcément été les principaux contributeurs. La principale caractéristique des impôts sur la fortune précédents est qu'ils avaient un seuil assez bas, mais énormément d'exonérations. Ces exonérations bénéficiaient en fait aux plus riches. Il faut bien cibler la catégorie la plus riche. Deuxièmement, c'était assez facile de cacher ses avoirs dans les paradis fiscaux sans que l'administration fiscale le sache. Il y a quelques années, il y a eu une grande réforme internationale sur l'échange automatique d'informations bancaires, dont on salue l'impact. Cette réforme force des institutions financières à partager les informations, par exemple celles sur un résident fiscal français ou belge qui a un compte aux îles Caïmans. Ça permet aujourd'hui d'avoir une bien plus grande connaissance des avoirs offshore (en dehors du territoire des États, NdLR) des plus riches et donc d'être en mesure de les taxer. Troisième problème : l'impôt sur la fortune, très généralement, était auto-déclaré. Quand vous êtes salarié, votre revenu est déclaré par votre employeur à l'administration fiscale. Donc l'imposition se fait par un tiers. Quand vous auto-déclarez, c'est beaucoup plus facile de déclarer moins. Aujourd'hui, grâce à l'échange automatique d'informations, les États ont des moyens, des mesures beaucoup plus fiables pour estimer le patrimoine et

notamment le patrimoine offshore des plus riches.

Dernier point : c'est le risque que, une fois cet impôt mis en place, les plus riches s'en aillent.

Une majorité de l'opinion publique supporte l'idée d'une hausse des impôts sur les plus riches

D'abord, une étude a montré que lorsque l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune en vigueur en France de 1981 à 2018, quand Macron l'a fait supprimer, NdLR) existait, 0,2 % des personnes concernées étaient parties. Et on a des outils pour taxer les plus riches même s'ils s'exilent. Cela existe déjà aux États-Unis : si vous naissez là-bas mais que vous partez et que vous payez moins d'impôts dans votre nouveau pays, vous devez payer la différence aux États-Unis. Cela nous semble une bonne idée car si un contribuable a fait fortune, c'est notamment grâce à l'investissement public, l'école publique, la santé, etc.

Vous dites que la réforme sur l'échange de données bancaires permet aux États de mieux lutter contre l'évasion fiscale.

Cette réforme facilite-t-elle aussi la mise en place d'un impôt sur la fortune ?

Quentin Parrinello. On est dans un moment intéressant, parce que on a des outils beaucoup plus performants qui vous permettent de mettre en place ce type d'imposition. La majorité de l'opinion publique est pour, mais dans le cercle politique, le discours repose encore sur des arguments de salon : les taxés vont partir, ça va détériorer l'investissement, etc. Qui sont finalement des arguments qu'on a entendu ces 15-20 dernières années mais qui ne tiennent pas.

Les défenseurs d'un réel impôt sur la fortune sont parfois qualifiés de « populistes ». Or, ce que vous dites, c'est que c'est tout à fait faisable...

Quentin Parrinello. C'est tout à fait possible, mais c'est aussi absolument souhaitable. Si on veut lutter contre les inégalités, si on veut restaurer une forme de confiance en la démocratie, si on veut pouvoir générer des recettes publiques qui permettent d'investir face aux grands défis – la lutte contre le changement climatique, la lutte contre la pauvreté, etc. – on a besoin de générer des recettes. Donc non seulement ça a du sens économique, ça a du sens politique, démocratique et c'est absolument faisable.

À quel niveau doit-on le mettre en place ?

Quentin Parrinello. C'est mieux de le faire de manière coordonnée mais si on attend d'avoir un consensus à des dizaines de pays, ça peut mettre du temps. Quand il y a une voie ouverte au niveau international, il faut foncer. Mais si les négociations sont bloquées quand ça n'avance pas dans un pays, rien n'empêche un État de le mettre en place. C'est tout à fait possible.

Autre « argument » utilisé ici pour s'opposer à une imposition des grosses fortunes : l'absence de cadastre sur la fortune...

Quentin Parrinello. Aujourd'hui, les administrations fiscales ont les moyens d'avoir accès aux informations sur la fortune des très très riches. Une grande majorité des milliardaires ont des fortunes basées sur des entreprises cotées. Ensuite, vous avez un cadastre immobilier pour identifier la valeur d'une maison, d'une villa ou autre. Donc c'est faisable. Mais pour cela, il faut investir dans l'administration fiscale et engager des inspecteurs...

◀ Gabriel Zucman, économiste français à la tête de l'Observatoire européen de la fiscalité. (Photo AFP)





Depuis peu, il existe un impôt mondial de 15 % sur les bénéfices des multinationales. Quel est le premier bilan que vous pouvez en tirer?

Quentin Parrinello. En théorie, c'est un pas de géant. C'est la première fois qu'on a un accord sur un montant minimum qui devrait être payé par des multinationales. Jusqu'à présent, ça n'existait pas. On peut estimer que ce niveau est trop faible – c'est notre cas. Mais c'est quand même une avancée par rapport à des années où le fait de baisser les impôts sur les multinationales était vu comme une bonne pratique économique. Donc, philosophiquement, une espèce de retournement du discours est très important à identifier, à analyser, à célébrer. Autre bonne nouvelle : l'architecture. Si un pays refuse de mettre en place cet impôt, un autre pays pourra taxer à sa place. Ce qui veut dire que si une multinationale met des actifs dans un pays qui taxe très peu, un autre pays peut les taxer.

Mais, en pratique, il y a plusieurs problèmes. Le taux effectif sera inférieur à 15 % à cause d'une série d'exonérations. Et certains pays

se lancent dans une compétition fiscale, non plus au niveau du taux d'impôt, mais sur le

Quand il y a une voie ouverte au niveau international, il faut foncer. Mais si les négociations sont bloquées, rien n'empêche un État de le mettre en place

crédit d'impôt (réduction de l'impôt pouvant être remboursé à l'entreprise ou au contribuable, NdlR).

▲ **Marlene Engelhorn, héritière de la famille qui possède BASF, demande de payer plus de taxes. (Photo AFP)**

Jusque dans les années 1980, en France, en Belgique et dans d'autres pays occidentaux, le taux de l'impôt sur les sociétés était de 50 %. Aujourd'hui, il est plus proche de 25 %. Comment expliquer cette chute ?

Quentin Parrinello. Grâce à l'émergence d'une idéologie unique : la théorie du ruissellement qui dit que plus vous baissez les impôts des entreprises, plus elles font de profits et plus elles vont réinvestir ceux-ci dans l'économie réelle et plus ça créera de la croissance. C'est une thèse de l'économie néolibérale. Le résultat est qu'au niveau de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique, organisme qui rassemble les pays occidentaux, NdlR), on est autour de 22 % d'impôt sur les sociétés. Et c'est un taux nominal, le taux effectif (une fois pris en compte les exonérations) est encore plus bas. Cette course à l'impôt le plus bas entre États pose problème. D'un coup, les pays se lancent



Observatoire européen de la fiscalité

L'Observatoire est une organisation récente – il a 3 ans – qui compte une grosse vingtaine de salariés. Présentation de Quentin Parrinello : « C'est une structure qui a vocation à faciliter le débat des politiques publiques en matière de fiscalité. Ça a été créé à la demande du Parlement européen, en appui aux parlementaires européens mais aussi pour les citoyens. Le but est de faire à la fois de la recherche de très haut niveau, de mettre des propositions politiques dans le débat public et de faciliter la compréhension des enjeux fiscaux. Initialement au niveau européen, de plus en plus au niveau mondial. Tout simplement parce qu'on peut avoir les meilleures politiques fiscales du monde à l'échelon européen mais si on ne traite pas l'enjeu au niveau mondial, on passe à côté d'une grosse partie du sujet. C'est pour cela que nous mettons en avant à la fois l'enjeu d'agir au niveau national, au niveau européen et évidemment au niveau mondial.

On rend publics des travaux scientifiques en essayant de les rendre compréhensibles. Ce n'est pas toujours simple. Les questions fiscales sont complexes. Mais ce qu'on veut faire ressortir dans nos études, c'est que derrière ces sujets éminemment complexes, il y a des choix politiques. Ce sont ces choix politiques qu'on met en exergue auprès du public en disant que tel choix politique a tel impact, tel autre choix politique a tel autre impact. »

▲ Cela fait plus de 15 ans que le PTB a lancé sa Taxe de smillionnaires pour qu'il y ait enfin un vrai impôt sur la fortune en Belgique. (Photo Solidaire, Dieter Boone)

dans une spirale vers le bas en baissant l'impôt (et donc des recettes) pour être plus bas que le voisin et ainsi espérer attirer les entreprises. Nous, nous proposons une imposition minimum sur les entreprises de 25 % qui rapporterait 250 milliards de dollars chaque année. Ce n'est pas négligeable...

Comment faire pour ne pas que les entreprises s'en aillent ?

Quentin Parrinello. Prenons Apple. Vous voulez que l'impôt minimum sur les sociétés passe de 15 % à 25 %. Apple peut dire : « On délocalise tous nos profits ailleurs. » Vous pouvez très bien calculer le déficit fiscal d'Apple au niveau international et calculer



ce que la multinationale devrait payer en cas d'impôt à 25 %. Sur base de cela, il suffit de regarder la part de marché d'Apple en Belgique. Avec ces informations, vous pouvez avoir le montant qu'Apple doit vous payer... Une multinationale peut transférer des capitaux, délocaliser ses usines mais elle ne peut pas délocaliser ses clients. Chaque pays a donc un levier.

Ces dernières années, de nombreux scandales fiscaux ont éclaté : PanamaPapers, LuxLeaks, etc. Qu'est ce qui a été fait concrètement depuis ?

Quentin Parrinello. Ces scandales portent sur deux choses différentes : la grande fraude fiscale et l'évasion fiscale. Or, on ne lutte pas de la même manière contre ces deux problèmes.

La fraude fiscale, comme par exemple ne pas déclarer des revenus à l'administration fis-

cale, c'est illégal. Pour lutter contre la fraude, on a besoin de moyens humains, techniques. Il faut des inspecteurs des impôts, l'échange automatique d'informations et il faut des sanctions. Mais on est actuellement dans une dynamique où il y a une rationalisation des effectifs dans à peu près tous les pays européens. C'est le contraire qu'il faudrait faire : investir dans les moyens humains.

L'évasion fiscale, c'est la zone grise entre la fraude fiscale et ce qu'on appelle « l'optimisation fiscale ». Vous pouvez avoir les sanctions les plus efficaces du monde, imposées par les meilleurs inspecteurs des impôts du monde, ça ne suffira pas. Là, il faut changer les règles. Dans tous les scandales d'évasion fiscale, on trouve à peu près les mêmes acteurs : des avocats fiscalistes, des grandes banques, des grosses boîtes de conseil, des conseillers fiscaux... C'est là qu'il faut agir.

Et il faut s'attaquer aussi à la substance économique (activités réelles d'une entreprise dans un pays, par opposition aux simples boîtes aux lettres utilisées pour profiter des avantages fiscaux sans aucune activité dans le pays, NdIR), renforcer les critères de cette substance économique. Si vous ne faites rien à part profiter de la fiscalité, il faut des sanctions.

Le manque de transparence autour des montages fiscaux est aussi un problème. Comment agir pour plus de transparence ?

Quentin Parrinello. Une grande partie des analyses qu'on fait aujourd'hui sont possibles parce qu'il y a de plus en plus de données publiées. Généralement, elles sont transmises par les entreprises ou par les riches contribuables aux administrations fiscales et ne sont pas nécessairement publiques. Une des grandes batailles pour la transparence a été le « reporting fiscal » pays par pays, grand standard de transparence des multinationales, qui permet de savoir dans quel(s) pays les multinationales enregistrent leurs profits, où elles paient des impôts et où est elle ont des salariés. Le reporting pays par pays n'est aujourd'hui pas public. Il va l'être partiellement, dans un certain nombre de pays.

Évidemment, il y a des informations qui n'ont pas vocation à être publiques. Cela ne vous intéresse pas de savoir ce que votre voisin paie en impôts. En revanche, la contribution fiscale nationale pays par pays des entreprises est une information d'intérêt public. Et lorsque ces informations sont publiques, il y a une plus grande confiance à la fois dans les gouvernements et dans les multinationales de la part du public en général. Et il y a un peu plus d'impôts payés par ces multinationales.

Certains ici se cachent derrière la taille de notre pays pour ne pas prendre des mesures. Ont-ils raison de dire que la Belgique est trop petite pour agir ?

Quentin Parrinello. L'histoire des grandes réformes internationales est faite globalement par des mouvements unilatéraux (qui ne vient que d'une seule partie, par opposition aux accords bilatéraux, NdIR). Un mouvement unilatéral se transforme en bilatéral. C'est ce qui s'est passé avec l'impôt minimum sur les sociétés ou la taxe sur les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) prise par la France en 2019.

Aujourd'hui, les administrations fiscales ont les moyens d'avoir accès aux informations sur la fortune des très très riches

Quand il y a l'espace au niveau multilatéral, il faut passer par cette voie. Il vaut mieux passer par l'échelle européenne, internationale, avancer en coopération avec d'autres pays. Mais, pour forcer ça, il faut souvent commencer seul...

Et quel est le rôle des gens dans tout ça ?

Quentin Parrinello. Les mouvements sociaux sont essentiels. Déjà parce qu'ils ont un impact sur l'opinion publique et que les gouvernements réagissent à cela.

Et les travailleurs ont un droit de regard sur la manière dont fonctionne la société, notamment via les syndicats. On a eu plusieurs cas assez récemment, en France, de syndicats qui saisissent la justice pour des pratiques de blanchiment de fraude fiscale de leur propre entreprise. Je pense à Alstom notamment ou très récemment à McDonald's. Donc évidemment que les mouvements sociaux ont un rôle sur ce sujet. Ce n'est pas cantonné à une discussion entre gouvernements.

Donc, il faut que les gens se saisissent de ce sujet.

Rencontre avec Peter Mertens

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PTB

Sociologue, Anversois, fan de foot, pianiste d'un groupe de rock, militant de gauche... Peter est tout ça et bien plus encore.

Étudiant, il se mobilise contre la guerre et le fascisme. C'est ainsi qu'il rejoint le mouvement étudiant du PTB qu'il a présidé au début des années 2000.

En 2008, Peter est élu président du parti. Quatre ans plus tard, il entre au conseil communal d'Anvers et en 2019, il devient également député fédéral. En 2021, il devient secrétaire général du PTB.

MER OU MONTAGNE ?

C'est un dilemme. Mais pas pour Peter. Il aime la mer et les ports (ce qui n'est pas surprenant pour un Anversois). Vous pouvez le constater dans « *Mutinerie, comment le monde bascule* », son dernier livre. Les mers et les principaux ports de la planète y occupent une place de choix. En effet, les mers et les ports relient les gens du monde entier.



MES PRÉFÉRENCES À MOI

CUISINE / CUISINE
NAPOLITAINE

LIVRE / HET GEUZENBOEK
DE LOUIS PAUL BOON

FILM / BRASSED OFF

MUSIQUE / JAZZ

SPORT / FOOTBALL

FAIRE DE LA MUSIQUE, C'EST MAGIQUE

Le mercredi soir, Peter disparaît du monde pendant quelques heures pour faire de la musique. Avec quelques amis d'enfance, Peter forme le groupe Sugar Kane. « Nous nous sommes connus en jouant au football au KFC Antonia, à l'école ou au café Take Five à Westmalle », explique-t-il. Les répétitions sont sacrées pour Peter. « Il n'y a rien de mieux que cela. Faire de la musique est quelque chose de magique. C'est se perdre, être à l'écart du monde. Je ne manquerais cela pour rien au monde. »

CITATION

Les communistes sont des voyageurs dans le temps d'un avenir tel qu'il devrait être.

LA PERSONNALITÉ QUI M'INSPIRE LE PLUS

Thomas Sankara (1949-1987), « le Che Guevara africain », révolutionnaire marxiste devenu président du Burkina Faso en 1983. Il a été assassiné quatre ans plus tard.





AGNÈS BABINSKA ET ANNIK VAN DEN BOSCH

Du Delhaize au Parlement

Le 9 juin, les électeurs bruxellois trouveront le nom d'Annik Van den Bosch et d'Agnès Babinska sur la liste électorale fédérale du PTB, respectivement en deuxième et sixième position. Toutes deux travaillent pour Delhaize, qui a vendu tous ses magasins à des indépendants l'année passée. Le duo idéal pour discuter de la lutte récente, de la situation actuelle et des perspectives d'avenir.

OLIVIER GOESSENS



Annik travaille au Delhaize Fruithof à Berchem, où elle est déléguée SETCa (FGTB). Agnès travaille au Delhaize Mozart à Uccle et est déléguée CNE (CSC) dans tout Bruxelles.

Le 7 mars dernier, cela faisait exactement un an que la direction de Delhaize annonçait son projet de franchisation, de vendre l'ensemble de ses 128 magasins.

Comment avez-vous vécu l'annonce de cette nouvelle ?

Annik Van den Bosch. Cette nouvelle a eu l'effet d'une bombe. Nous savions que quelque chose allait se passer, mais personne ne s'attendait à cela. Pendant la crise du Covid, nous étions soi-disant des héros, l'entreprise a réalisé des bénéfices records, mais nous n'avons jamais été récompensés pour notre travail. Nos salaires ont été gelés par le gouvernement, alors que Frans Muller, le PDG de Delhaize, s'accordait une augmentation chaque année.

Agnès Babinska. J'étais présente à ce conseil d'entreprise en tant que déléguée syndicale. Nous étions sous le choc. Non seulement par l'annonce elle-même, mais aussi par la manière dont elle a été faite. Autrefois, les questions importantes étaient discutées avec les syndicats. Mais chez Delhaize, c'est une nouvelle génération de managers qui commande. Ils n'ont pas travaillé dans les magasins auparavant, comme c'était le cas par le passé. Ils sont juristes ou fiscalistes. Ils ont méprisé les travailleurs.

Nous avons fait de nombreuses propositions constructives, mais elles ont été ignorées. « Ce plan est la seule solution », ont-ils déclaré. Mais pour quel problème ? Quelques magasins enregistraient de moins bons résultats, mais dans l'ensemble, Delhaize réalisait encore beaucoup de pro-

fits. Et malgré une concurrence féroce, la part de marché restait relativement stable.

Annik Van den Bosch. Ils avaient promis à leurs actionnaires de verser 1 milliard d'euros de dividendes supplémentaires. C'est chez nous qu'ils voulaient les obtenir. De plus, ils souhaitaient clairement mettre les syndicats hors-jeu. Sans syndicat, il est plus difficile pour le personnel de se défendre contre d'éventuelles concessions ou contre l'augmentation de la charge de travail. Si l'on franchise tous les magasins, le conseil d'entreprise global cesse d'exister et la délégation syndicale nationale disparaît. Dans les magasins franchisés, les nouveaux exploitants veillent à maintenir en place moins de 50 salariés, soit la limite pour l'organisation d'élections sociales.

C'est ce qui se passe aujourd'hui dans les magasins franchisés ?

Annik Van den Bosch. Oui. Le personnel en place continuera à travailler plus ou moins selon les anciennes conditions. Nous avons pu imposer cette garantie grâce à la lutte. Mais ceux qui viendront après nous auront un salaire de 15 % inférieur. Dans un magasin d'Anvers, le nombre de salariés est passé de 64 à 49 en moins de trois mois. Juste en dessous de la limite pour la tenue d'élections sociales...

La charge de travail augmente car les personnes qui partent ne sont pas remplacées. Une partie des heures perdues sera absorbée par des étudiants et des flexi-jobs. Les étudiants gagnent jusqu'à 2 euros de moins par heure qu'avant. Les flexi-jobs sont principalement occupés par des pensionnés ne touchant qu'une trop petite pension. Le même magasin d'Anvers emploie un homme de 78 ans ! Il vit dans la même maison de repos que la mère d'une des caissières. C'est du délire.

Agnès Babinska. Certains repreneurs essaient de travailler correctement. Mais le système de franchisation de Delhaize se traduit par des salaires bas et des heures d'ouverture plus longues. Tout d'abord, le contrat de franchise contient la demande ex-

Le personnel en place continuera à travailler plus ou moins selon les anciennes conditions, mais ceux qui viendront après nous auront un salaire de 15 % inférieur

plicité d'ouvrir également le dimanche. Le personnel des magasins doit déjà travailler le samedi. C'est pourquoi le dimanche est sacré pour de nombreuses personnes. C'est le seul jour que vous pouvez consacrer à votre famille ou à vos loisirs. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles tant de personnes partent dès qu'elles reçoivent leur prime de transition. Une prime qui, en passant, n'a été acquise qu'après six mois de lutte.

Deuxièmement, il y a l'obligation contractuelle d'acheter 95 % des produits à Delhaize et de les vendre à un prix indicatif qui ne permet de dégager qu'une très faible marge bénéficiaire. C'est pourquoi les nouveaux exploitants ne remplacent pas le personnel qui part : cela coûterait trop cher.

Sur les 11 magasins qui ont été franchisés à Bruxelles à la fin mars

2023, il n'y en a que trois où tout se déroule correctement pour l'instant. Mais leurs exploitants éprouvent des difficultés à être rentables. Ce n'est pas un hasard s'il s'agit de trois nouveaux entrepreneurs, qui croyaient sincèrement pouvoir écrire une belle histoire.

Quatre magasins ont également été repris par des entrepreneurs qui exploitaient déjà d'autres magasins franchisés. Ils ont augmenté la charge de travail de manière significative. Mais les quatre magasins qui ont été rachetés par des investisseurs financiers sont les plus mal lotis. Les nouveaux propriétaires ne pensent qu'au retour sur investissement et pressent les travailleurs comme des citrons. S'il n'y a pas assez de gens qui démissionnent d'eux-mêmes, ils font pression sur les travailleurs pour que ceux-ci s'en aillent.

Vous avez évoqué deux victoires concrètes : les garanties et la prime de transition. La lutte n'a donc pas été vaine ?

Annik Van den Bosch. Nous nous sommes battus comme des lions. Nous pouvons en être fiers. La solidarité du personnel était très forte. Flamands, Bruxellois et Wallons étaient soudés. Le soutien des clients nous a aussi fait beaucoup de bien. La direction ne s'attendait pas à ce que la grève soit aussi massivement suivie, et certainement pas à ce qu'elle dure des semaines. Mais nous étions bien organisés. Nous avons convenu d'une rotation afin que quelques collègues tiennent toujours le piquet de grève, pendant que les autres travaillaient à l'intérieur. Cela nous a permis de limiter la perte salariale.

Agnès Babinska. En même temps, nous augmentions la pression sur Delhaize, parce qu'ils devaient encore payer des salaires, alors qu'aucun revenu n'était généré. La direction est devenue nerveuse. Elle a empêché les grévistes de rentrer à l'intérieur pour se réchauffer, aller aux toilettes ou prendre un café. Elle a accroché des affiches reprenant de fausses informations, dans le but d'ef-

◀ **Annik Van den Bosch, déléguée FGTB au Delhaize de Berchem, et son homologue de la CSC Agnès Babinska, active à Uccle. Toutes les deux se présentent sur la liste bruxelloise du PTB au fédéral. (Photo Solidaire, Bruno Bauwens)**



◀ **Agnès Babinska** : « Je suis née en Pologne, j'ai grandi en Wallonie, je travaille à Bruxelles et j'habite en Flandre. Pour moi, la Belgique constitue une seule et même entité. La classe travailleuse assure cette unité. » (Photo Solidaire, Stefaan Van Parys)

Et de quel côté s'est positionné le gouvernement ?

Annik Van den Bosch. Les libéraux ont ouvertement pris parti pour Delhaize. Et je ne parle pas seulement de la photo du Premier ministre Alexander De Croo buvant du champagne avec la direction. Egbert Lachaert, alors président des libéraux flamands, ne cessait de répéter que les syndicats se trompaient d'ennemi, qu'il n'y avait rien de mal à avoir des entrepreneurs indépendants. Il ne faisait que répéter la propagande de Delhaize pour masquer le véritable objectif du plan, qui était de faire des économies sur le dos du personnel et de démanteler les syndicats.

Conner Rousseau, alors président des socialistes flamands, s'est présenté une fois au magasin de Saint-Nicolas. Il espérait que les gens reprendraient rapidement le travail, alors que nous essayions justement de faire grève le plus longtemps possible. Un socialiste devrait comprendre ça. Le ministre du Travail, Pierre-Yves Dermagne (PS), n'a pas non plus osé se mouiller. Il s'est contenté de nommer deux médiateurs. Mais à quoi servent des médiateurs, si la direction refuse de modifier ses plans ?

Agnès Babinska. J'ai vu un politicien d'un parti de la Vivaldi à un piquet de grève. Une seule fois. Il a fait une vidéo pour Twitter avant de repartir. Les seuls à se rendre régulièrement aux piquets de grève étaient les gens du PTB. Leur soutien nous a fait beaucoup de bien.

Une autre victoire majeure est aussi en partie due à notre lutte : le retrait du projet de loi visant à restreindre le droit de manifester. Elle a été déposée au Parlement juste au moment où, malgré les atteintes à notre droit de grève, nous poursuivions notre

frayer les gens. Si la justice n'était pas intervenue, nous aurions gagné la bataille, j'en suis sûre.

Quel rôle a joué la justice ?

Agnès Babinska. J'ai vu le premier huissier au magasin d'Auderghem. Il a déclaré que si le piquet était toujours présent le lendemain, il infligerait des amendes de 500 euros. Delhaize avait saisi le tribunal d'une requête unilatérale (sans que l'autre partie puisse intervenir, NdlR) visant à faire interdire les piquets de grève. Ceux-ci entraveraient le libre commerce et mettraient l'entreprise sous pression.

Mais si vous suivez ce raisonnement, vous ne pourriez jamais faire grève, car par définition, elle entrave le libre commerce. Et si la grève est une réussite, l'entreprise sera effectivement sous pression. C'est le seul levier dont dispose le personnel. La direction avait clairement fait savoir aux syndicats qu'elle ne

souhaitait pas négocier. La grève constituait notre seule chance d'être entendus.

Annik Van den Bosch. La police est également intervenue. Elle a aidé les huissiers à nous identi-

Si la justice n'était pas intervenue, nous aurions gagné la bataille

fier. À Gand, elle a même arrêté des grévistes et des syndicalistes.

Agnès Babinska. Delhaize a toujours pu compter sur l'aide de l'État. Lorsque le personnel s'est

rendu en bus au siège, situé à Zelkik, il a été accueilli par des policiers lourdement armés. Quand les travailleurs des centres de distribution ont suivi la grève par solidarité, la police est intervenue pour faire partir un maximum de camions. Lorsque les syndicats ont organisé une réunion de solidarité à Bruxelles, qui a donné lieu à une marche spontanée en faveur du droit à l'action sociale, nous sommes tombés nez à nez avec des canons à eau. Quand Delhaize a voulu faire intervenir des huissiers pour disperser les piquets de grève, l'affaire a été réglée en un jour, alors qu'il a fallu des semaines et des mois pour faire appel contre leurs arguments, qui ne tenaient pas debout.

De nombreuses personnes avaient peur, mais pas toutes, heureusement. À Gand, ils se sont remis en grève en juillet, après avoir gagné leur procès en appel. À Bruxelles, certains ont même continué jusqu'en novembre.



lutte. Le gouvernement a prétendu qu'il s'agissait d'une loi contre les « casseurs », mais à la lumière de ce qui se passait chez nous, tout le monde a bien compris qu'il s'agissait en réalité d'une loi contre l'action sociale.

Annik Van den Bosch. Face aux incidents chez Delhaize, les syndicats avaient déjà formé un front commun en faveur du

travailleur. Cela leur permet de rester en contact avec les travailleurs.

Je pense également qu'il est important que le PTB ose rompre avec la logique capitaliste et la politique libérale dominante. On ne peut pas, par exemple, résoudre les problèmes de climat et de mobilité sans briser le tabou qui entoure la gratuité des

ressenti lors de la grève chez Delhaize. Presque tous les jours, des équipes se rendaient sur les piquets de grève, avec des croissants, des sandwiches, et parfois même des musiciens qui jouaient gratuitement pour nous. Elles disposaient aussi d'un dossier très solide sur notre lutte.

J'apprécie aussi beaucoup la vision à long terme de notre parti. Les vidéos consacrées au livre de Peter Mertens, « Mutinerie », en sont un exemple. Nous vivons dans un petit pays, et ils essaient encore de diviser les néerlandophones et les francophones. Mais la classe travailleuse est internationale ! Quand quelque chose se passe en Afrique du Sud, cela peut affecter votre travail en Belgique. Cette vision globale est essentielle.

Vous êtes sur une liste bruxelloise alors que vous venez d'Anvers. Tout un symbole...

Annik Van den Bosch. C'est vrai ! La division du pays est une très mauvaise idée. J'adore ve-

nir en Wallonie. J'ai l'impression que les gens y connaissent mieux l'histoire sociale belge qu'en Flandre. Et en Wallonie, tout le monde se dit bonjour avec bonne humeur ! (sourire)

Agnès Babinska. Je suis née en Pologne, j'ai grandi en Wallonie, je travaille à Bruxelles et j'habite en Flandre. Je dis donc bonjour à mes voisins de Halle, mais en néerlandais ! Pour moi, la Belgique constitue une seule et même entité. La classe travailleuse assure cette unité. Que nous soyons originaires de Roumanie, de Flandre ou de Wallonie : nous vivons tous la même chose, nous sommes tous pressés comme des citrons par les mêmes multinationales et les mêmes gouvernements. Nous devons donc lutter tous ensemble pour le changement.

▼ **Annik Van den Bosch :** « Nous nous sommes battus comme des lions. Nous pouvons en être fiers. » (Photo Solidaire, Stefaan Van Parys)

Le PTB est vraiment du côté des travailleurs. C'est ce que nous avons ressenti lors de la grève chez Delhaize

droit de grève. Les actions de soutien aux Delhaiziens se sont transformées en manifestations contre la loi Van Quickenborne, du nom du ministre libéral qui a déposé le projet de loi, bien que l'idée ait été lancée par certains bourgmestres PS. Les actions ont été une réussite, en partie parce que des organisations de la société civile telles qu'Amnesty et Greenpeace y ont participé aux côtés des syndicats. Une manifestation a également rassemblé 20 000 participants. Lorsque le PS a finalement décidé d'abandonner le projet de loi, son président, Paul Magnette, a admis que la lutte chez Delhaize y avait contribué.

Vous êtes toutes deux candidates pour le PTB. Qu'est-ce qui a motivé votre choix ?

Agnès Babinska. Dans une vraie démocratie, la plupart des élus qui siègent au Parlement doivent venir de la classe travailleuse. C'est logique vu que les travailleuses et les travailleurs sont majoritaires dans la société. Ceux qui prétendent défendre les travailleurs doivent être issus de la classe travailleuse. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi le PTB. J'apprécie le fait que les mandataires du PTB continuent à vivre avec le salaire moyen d'un

transports publics, ou sans extraire le secteur de l'énergie du libre marché.

Annik Van den Bosch. Le PTB est vraiment du côté des travailleurs. C'est ce que nous avons



P!

PIONNIERS CAMPS D'ÉTÉ

2024

pour les enfants de

2008 À 2018

Camp 1: 07/07 au 13/07

Camp 2: 14/07 au 20/07

Inscris-toi ici!



www.pionniers.be
Tel. Martijn: 0496 94 06 52



AMANDINE ET OCTAVE ONT TESTÉ LE TRANSPORT PUBLIC GRATUIT À DUNKERQUE

Depuis 2018, les habitantes et habitants de Dunkerque peuvent prendre le bus sans déboursier un centime. Résultat : en cinq ans, le nombre d'usagers du bus a doublé. « Beaucoup de jeunes nous ont confié se sentir plus libres de sortir à la plage et plus tard le soir peu importe leurs moyens, note Octave Daube (vice-président de Comac, le mouvement étudiant du PTB). Il y a aussi moins de tensions à bord

des bus depuis qu'il ne faut plus de ticket. » « Les habitants sont ravis et fiers de cette gratuité, souligne Amandine Pavet, députée du PTB. Des conducteurs nous ont affirmé avoir été engagés grâce à la gratuité. Et les travailleurs n'ont plus besoin de voiture pour aller bosser. » Forts des nombreux témoignages positifs récoltés à Dunkerque, Amandine et Octave entendent bien continuer à appeler les autorités politiques à mettre en œuvre des mesures similaires en Belgique. C'est bon pour le climat et pour le portefeuille.

UN AGRICULTEUR BELGE POURSUIT TOTAL EN JUSTICE

Hugues Falys, un agriculteur du Hainaut, intente un procès inédit contre TotalEnergies pour sa responsabilité dans le dérèglement climatique. À cause des événements extrêmes qui se sont succédé ces dernières années, il a en effet subi des pertes importantes. Il réclame réparation et exige de TotalEnergies - une des entreprises qui émet le plus de gaz à effet de serre au monde - qu'elle sorte des énergies fossiles et participe à la transition énergétique. Son action, qui marque un tournant face à l'impunité de l'industrie des énergies fossiles, est soutenue par trois associations (la Ligue des droits humains, FIAN Belgium, et Greenpeace) et une large coalition de la société civile.

4,8 MILLIONS D'EUROS POUR LES DÉPUTÉS NON RÉÉLUS

Les députés qui ne seront pas réélus lors des élections du 9 juin vont recevoir une indemnité de départ. En fonction de la durée de leur mandat, ils percevront la somme de 11 643 euros bruts par mois, soit 128 % de l'indemnité parlementaire, pour une durée de 6 à 24 mois. Le PTB a découvert que 4,8 millions d'euros sont prévus pour les primes de départ cette année. Un montant similaire devrait être alloué à nouveau en 2025.

« Il y a beaucoup d'indignation au sujet des indemnités de départ faramineuses des politiciens, mais les partis traditionnels ne font rien pour changer ce système », a déclaré Jos D'Haese, chef de groupe PTB au Parlement flamand. « Et les contribuables devraient à nouveau déboursier 10 millions d'euros pour les primes de départ ? Nous proposons d'abolir les indemnités de départ et de donner aux politiciens un statut normal de salarié. »





Le bon goût des repas gratuits à l'école

Chaque jour, des enfants viennent à l'école sans boîte à tartine. Pour résoudre ce problème, la ville de Gand, en collaboration avec la Haute École de Gand et la KU Louvain, a lancé un projet de repas gratuits ou à prix réduit dans huit écoles maternelles. Et selon deux chercheurs y participant, les résultats sont surprenants...

JANNEKE RONSE ET EVELIEN DE JAEGER

Le projet s'appelle « Lekkers op School » (« Bien manger à l'école », NDT). Il vise à étudier l'effet des repas à l'école. Sur base du nombre d'enfants en situation de précarité par école, huit écoles maternelles ont été sélectionnées pour y participer. Trois groupes d'étude ont été créés. Le premier a proposé un repas chaud gratuit ou très bon marché à tous les enfants. Le deuxième un repas chaud à prix réduit aux familles à faibles

revenus. Le troisième une collation de dix heures, ou des compléments au contenu des boîtes à tartines comme des légumes, des olives, des fruits, etc.

« Bien manger à l'école » a déjà montré des résultats très positifs. « Des repas sains à l'école ne permettent pas seulement aux enfants de manger mieux, affirme Katrien De Maegd, chercheuse à la Haute École de Gand. C'est devenu un véritable moment d'apprentissage. » « Ça a vraiment un impact sur le bien-être des

enfants, l'assiduité scolaire et l'implication des parents », ajoute Ides Nicaise, chercheur à l'université de Louvain.

Quelles sont les principales conclusions de votre étude ?

Katrien De Maegd. Les parents nous ont dit que leur enfant voulait goûter beaucoup plus d'aliments à la maison. Par conséquent, leur alimentation est aussi devenue plus saine chez eux. Comme ils mangeaient tous ensemble à l'école, on a aussi pu observer une plus grande entraide parmi les enfants. Ils disposaient également de plus de temps pour manger. Ce sont des résultats positifs auxquels on ne penserait pas spontanément.

Les écoles ne se sont pas contentées de proposer un repas. Elles ont aussi mis un point d'honneur à impliquer les parents. Dans certains établissements, les parents ont pu apporter leur aide en cuisine. Elles ont aussi fait en sorte de rendre les repas attrayants pour les enfants. Avec des dégustations-tests, par exemple. Ça a motivé tout le monde.

Les effets pédagogiques sont impressionnants : les enfants sont davantage conscients de ce qu'ils mangent et de ce qu'est une alimentation saine.



Ides Nicaise. Ces résultats sont en phase avec la recherche internationale. En Irlande, par exemple, ils travaillent autour du petit-déjeuner. Avec un effet double : le petit-déjeuner permet de bien démarrer la journée et réduit la distraction.

Vous affirmez que les repas à l'école ont également eu un impact positif sur les enseignants.

Katrien De Maegd. Pour eux aussi, le fait de manger ensemble est devenu un moment d'apprentissage très enrichissant, durant lequel ils approfondissent leurs connaissances sur la nourriture et découvrent des goûts différents. Certains enseignants ont également indiqué que ça avait aussi amélioré l'ambiance en classe.

Pour un tel projet, il est essentiel de proposer du sur-mesure et d'être réactif. Les écoles ont fait preuve de créativité concernant le choix du moment de la collation. Certaines ont proposé une collation à neuf heures, d'autres à dix heures, et d'autres encore avant le repas de midi, comme une sorte de mise en bouche.

Utiliser l'enseignement pour apprendre aux enfants à manger sainement et à faire les bons choix en matière d'alimentation, ça marche

D'après votre étude, « des repas sains et gratuits pour tous » constituent la meilleure option. Pourquoi ?

Ides Nicaise. Un repas chaud gratuit pour tous les enfants semble surtout constituer la meilleure option pour les établissements qui comptent de nombreux élèves en situation de précarité. Grâce à ce système, il n'y a pas lieu de faire de distinction entre ceux qui doivent payer un supplément ou non. Cela réduit également fortement les frais administratifs. Bien plus important encore : on évite aussi de stigmatiser le groupe le plus pauvre.

Vous insistez beaucoup sur la nécessité d'éviter la stigmatisation. Pourquoi est-ce essentiel ?

Katrien De Maegd. On a parfois l'impression que ce projet remet la responsabilité des parents en question en prenant en charge l'alimentation des enfants. Mais ce n'est pas le cas.

C'est pourquoi il est important qu'il s'applique à tous, sans distinction.

Les écoles ont commencé par collaborer avec les parents, car il ne suffit pas de décider d'en haut ce que les enfants mangeront pour que cela fonctionne. Il faut impliquer les parents et leur demander ce qu'ils veulent pour leurs enfants. Chaque école a donc opté pour des repas diversifiés et variés. Il était également important que tous les enfants restent manger à l'école. Le service de garderie a aussi été rendu gratuit.

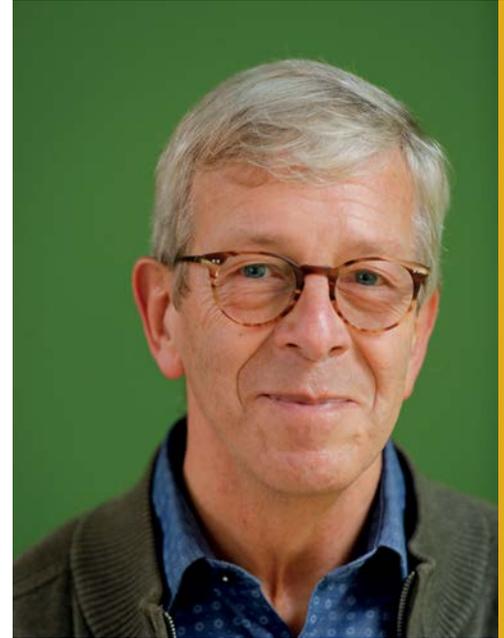
Combien ça coûte ?

Ides Nicaise. La préparation et le service des repas nécessitent beaucoup de personnel. Une infrastructure minimale est également requise. Dans certaines écoles, celle-ci est inexistante. Seuls les établissements disposant d'une cuisine peuvent servir des repas. Malheureusement, le coût est principalement supporté par les autorités locales et les écoles.

Mais même en additionnant tous les coûts, il faut savoir que chaque euro investi en rapportera deux. Ce système prévient le retard scolaire, garde les gens en meilleure santé et réduit ainsi les incapacités de travail. L'investissement en vaut donc vraiment la peine.

Si la gratuité des repas à l'école présente tant d'avantages, pourquoi n'est-elle pas généralisée ?

Ides Nicaise. En tant que chercheurs, nous savons maintenant que nos résultats ne conduisent malheureusement pas immédiatement à un changement de politique. Le message de notre ministre de l'Enseignement actuel (Ben Weyts, N-VA, pour la Communauté néerlandophone, NDT) est clair : « L'alimentation n'est pas du ressort de l'enseignement, mais des parents. » La recherche montre pourtant que l'école peut être un puissant levier en matière d'alimentation. Évidemment, même un ministre de l'Enseignement doit constamment peser les priorités à privilégier. Peut-être que ses collègues de la Santé devraient alors intervenir. Et ce, non seulement à l'école maternelle, mais aussi dans l'enseignement primaire et secondaire. **Katrien De Maegd.** Depuis, plusieurs autorités locales et d'autres organisations ont pris des initiatives similaires. La pression depuis la base s'accroît. Utiliser l'enseignement pour apprendre aux enfants à manger sainement et à faire les bons choix en matière d'alimentation, ça marche. C'est pourquoi il est important de mettre en avant des projets comme celui-ci. Grâce aux nombreux témoignages positifs d'enfants, de parents et d'enseignants, nous pouvons nous inspirer les uns les autres et augmenter la pression sur les responsables politiques.



IDES NICAISE est professeur en Éducation et Société et chargé de recherche au à l'Institut de recherche pour le travail et la société (HIVA), à la KU Louvain.



KATRIEN DE MAEGD est chercheuse, impliquée dans le Collectif de Recherche pour l'Égalité (Equality Research collective) à la Haute École de Gand. Elle est également la promotrice de plusieurs projets de recherche qui se situent au croisement de l'éducation et du bien-être.



Ne pas abandonner encore une fois les victimes d'abus sexuels dans l'Église

Maria Vindevoghel et Greet Daems, députées fédérales du PTB, siègent à la commission d'enquête sur les abus sexuels dans l'Église. Nous revenons avec elles sur leur expérience au sein de la commission et sur l'importance qu'elle atteigne ses objectifs.

SIRA BLANCQUAERT ET HERWIG LEROUGE

La série « Godvergeten » – que l'on pourrait traduire par « abandonné par Dieu » – diffusée l'année dernière sur la télévision publique néerlandophone (VRT), a attiré l'attention sur un fait connu depuis des années. Pendant des décennies, l'Église a dissimulé les abus sexuels commis en son sein, abandonnant les victimes à leur sort. Cette série a déclenché une vague d'indignation, si bien que les responsables politiques ne pouvaient plus l'ignorer. Une commission d'enquête parlementaire a été mise en place.

Pourquoi fallait-il mettre sur pied une commission d'enquête ?

Maria Vindevoghel. Pour que les victimes soient enfin entendues. Et pour nommer les responsables de ces abus. L'Église doit répondre de ses actes. Comment est-il possible que ces abus aient été cachés si longtemps ? La commission se penche également sur les abus commis en dehors de l'Église.

Greet Daems. Une commission spéciale avait déjà été mise en place en 2010, à la suite de l'affaire Vangheluwe (évêque coupable de viols d'enfants durant plusieurs années, Ndlr). Le PTB ne siégeait pas au Parlement à l'époque. Cette commission a produit un rapport très volumineux, mais de nombreuses victimes avaient été déçues. Une ligne téléphonique officielle a été mise en place par le Parlement et l'Église, pour permettre aux victimes d'obtenir une compensation morale. Mais cela a été une source de déception et même de colère pour beaucoup de gens. Les abus ont parfois été minimisés et les compensations étaient beaucoup trop



La députée fédérale du PTB Maria Vindevoghel. (Photo Solidaire, Kim Gilissen)

maigres. Notre tâche aujourd'hui est de ne pas décevoir une énième fois les victimes.

Qu'avez-vous déjà appris dans cette commission ?

Maria Vindevoghel. Qu'il est très important d'entendre les victimes elles-mêmes. Ainsi, nous en savons désormais beaucoup plus que ce que l'Église ne voudra jamais admettre. La série « Godvergeten » n'a raconté que la moitié des horreurs commises, et ce pour de très bonnes raisons.

Nous avons pu voir clairement les conséquences de ces abus, qui ont parfois duré des années. Difficultés d'apprentissage, relations difficiles, dépressions, crises de panique, instabilité, perte d'emploi, problèmes d'alcool et de drogue, tendances suicidaires, faible estime de soi, confusion émotionnelle, sentiments de culpabilité et de méfiance, jusqu'à même renoncer au désir d'avoir des enfants de peur qu'ils soient eux-mêmes victimes d'abus. Ces personnes se sont retrouvées parfois dans la pauvreté, en raison notamment des coûts élevés des soins de santé. L'une d'elles a calculé avoir perdu 600 000 euros dans sa vie à cause de ces abus. De ça, l'Église ne parle pratiquement pas.

Greet Daems. L'Église a encore beaucoup de mal à assumer son passé. Nous l'avons constaté à la commission. Chaque fois que les responsables ecclésiastiques ont été confrontés aux témoignages des victimes, nous avons obtenu les mêmes réponses : « C'était il y a longtemps, je n'en savais rien, ce n'était pas moi. » On a ressenti très peu de sens des responsabilités de leur part.

J'étais assise juste en face du père René Stockman, l'ancien supérieur général des Frères de la Charité. Il était au courant des abus infligés à Lisah, une jeune fille placée dans un foyer de soins. Selon nous, Stockman a fait tout ce qu'il a pu pour balayer cela sous le tapis. Mais lorsque vous le confrontez aux faits, la seule réponse que vous obtenez, c'est : « Les avocats mentent, la mère ment, le gendarme ment, le directeur ment. »



La députée fédérale PTB
Greet Daems. (Photo Solidaire, Kim Gilissen)

L'Église a-t-elle une meilleure approche aujourd'hui ?

Maria Vindevoghel. Non, je ne pense pas. Elle continue de protéger les auteurs. Lorsque nous posons des questions sur les auteurs et les violeurs qui ont été transférés, les évêques continuent à tourner autour du pot. Personne n'était au courant de rien, ce n'est jamais la faute de personne.

Il faut plus de moyens pour aider les victimes et prévenir les abus

En 2012, un autre prêtre condamné pour abus en Belgique a été transféré en République centrafricaine. Là-bas, il n'y avait pratiquement aucun contrôle sur ses agissements et il pouvait faire encore plus de victimes. Ce n'est qu'en 2019, lorsque CNN a révélé au grand public qu'il avait commis

des abus dans ce pays également, qu'il a été rappelé. Mais personne n'est tenu responsable, personne n'est sanctionné.

Quels résultats aura cette commission d'enquête selon vous ?

Greet Daems. Nous espérons que cette commission aboutira à un rapport complet qui apportera des réponses. Il faut faire la lumière sur ce qui s'est passé. Comment ces abus ont-ils pu perdurer pendant des décennies sans que personne ne soit inquiété ? Par ailleurs, la commission doit aussi formuler des recommandations concrètes et claires pour améliorer le traitement des abus et la prise en charge des victimes.

Maria Vindevoghel. Une chose est claire : il y a bien trop peu de moyens. Tant au niveau de la justice que dans la police et les soins de santé. Et en particulier dans la protection de la jeunesse, il manque de places d'accueil. Les CLB [équivalent des centres Psycho-médico-sociaux (PMS) en Flandre, NdIT] n'ont pas les moyens de fournir aux enfants toute l'aide nécessaire. Plus une personne est vulnérable, plus le risque est grand qu'elle soit victime d'abus. Il faut améliorer radicalement la prise en charge par la police et la justice, et investir davantage dans l'aide aux victimes

et la prévention des abus. C'est une nécessité.

Pensez-vous que la commission d'enquête va atteindre ses objectifs ?

Maria Vindevoghel. La commission ne doit absolument pas se clôturer sur un rapport inachevé. Nous avons encore beaucoup de choses à éclaircir. Par exemple, dans quelle mesure y a-t-il vraiment eu une opération de dissimulation de ces abus ? On n'a toujours pas fait toute la lumière sur l'opération Calice, une enquête judiciaire sur la responsabilité des autorités ecclésiastiques dans la protection des délinquants sexuels au sein de l'Église. Elle n'a toujours pas abouti, au bout de quatorze ans. Pourquoi ? Qui fait traîner les choses ? Il faut énormément de temps pour obtenir le rapport demandé au Conseil supérieur de la Justice.

Greet Daems. La demande des victimes est très claire : ne nous laissez pas tomber à nouveau. Tous les partis ont pris un engagement. Il est donc de notre devoir de mener à bien cette commission. Si le 8 mai, lors de la dissolution de la Chambre, il s'avère que nous n'avons pas été en mesure de le faire, le travail de la commission d'enquête devra se poursuivre même après les élections.

MANI 20 24 FIESTA

FÊTE DE LA SOLIDARITÉ

07+08
SEPT

Des noms de plus en plus connus se multiplient sur l'affiche de ManiFiesta 2024. Dans ce magazine, d'autres articles sont consacrés à Helmut Lotti, Irvin Jim et Vijay Prashad. Mais nous voulons aussi vous présenter d'autres invités. Tous feront de ManiFiesta 2024 un festival inoubliable. Avez-vous déjà votre ticket ?

ANA CARLA MAZA ✓

Elle a grandi à La Havane, à Cuba. À l'âge de cinq ans, elle apprend à jouer du piano. Trois ans plus tard, elle découvre le violoncelle, instrument qu'elle ne lâchera plus. Dans son univers musical, Ana Carla Maza mélange le jazz, le classique et les couleurs de l'Amérique latine. Dans son dernier album, *Caribe*, la violoncelliste et chanteuse renoue avec ses racines. En septembre, elle immergera ManiFiesta dans ces sonorités cubaines.



< RORI

En 2015, la Liégeoise Camille Gemoets était déjà sur scène avec le groupe Beffroi. Vous vous souvenez peut-être de la chanson *Swim* qu'ils avaient sortie à l'époque ? En 2020, elle fait ses débuts sous le nom de Rori, d'abord en anglais, puis en français. Sa chanson *Docteur* devient un tube. Certains surnomment Rori « la nouvelle Angèle ». Elle sera le dimanche sur la scène principale de ManiFiesta.

ANN VERMORGEN >

Depuis le début de cette année, Ann Vermorgen est la nouvelle présidente de la CSC. Elle est active dans le Mouvement ouvrier chrétien depuis de nombreuses années. Son engagement a commencé à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC). Dans le syndicat, elle a d'abord travaillé comme permanente à la CSC Services publics. En 2008, elle est devenue secrétaire nationale du Bureau journalier. L'année dernière, elle a été élue première femme présidente de la CSC.





LAURA TESORO >

À 12 ans, elle était déjà devant les caméras. Aujourd'hui, elle est devenue incontournable, à la télévision, à la radio ou sur scène. Dans des comédies musicales, sur la chaîne Ketnet, dans la série Familie, dans The Voice Vlaanderen et même à l'Eurovision 2016, Laura Tesoro excelle partout. Lors de la soirée d'ouverture de la présidence belge de l'UE au début de cette année, elle a brandi un drapeau palestinien sur scène, pour rejoindre l'appel à un cessez-le-feu à Gaza. Le samedi 7 septembre, vous pourrez la voir et l'entendre à ManiFiesta.



^ OMDAT HET KAN ET AVERAGE ROB

Depuis 2018, le duo de DJ Omdat Het Kan Soundsystem et Average Rob envoient une énergie explosive à base de tubes intergénérationnels. Ils mixent des hits indémodables, des classiques, de la pop, de la drum and bass et des bangers de Dubstep. Une véritable montagne russe d'émotions, qui permet au duo d'ambiancer un public de tous âges. Ne les manquez pas le samedi 7 septembre à ManiFiesta. Ambiance de feu garantie !

ManiFiesta 2024
7 et 8 septembre à Ostende
Infos et billets :

www.manifiesta.be



< SHAWN FA:IN

Depuis mars 2003, Shawn Fain est président du syndicat américain des travailleurs de l'automobile UAW (United Auto Workers), l'un des plus grands syndicats d'Amérique du Nord. Dès son entrée en fonction, il a soumis des revendications salariales fortes aux trois principaux constructeurs automobiles US : Ford, General Motors et Stellantis. Après six semaines de grève, l'UAW a obtenu des augmentations de salaire allant de 33 à 165 %. À ManiFiesta, Shawn Fain viendra parler de lutte et de victoire.

Highway to Hell...mut Lotti



Elvis, musique classique, latino, swing... Helmut Lotti est à l'aise dans tous les styles. Mais pour son dernier projet musical, il s'aventure sur un terrain inattendu : le hard rock et le métal. Le 8 septembre, « Hellmut » et son groupe de métal seront sur la scène principale de ManiFiesta. Nous avons découvert en avant-première ce à quoi nous attendre...

DIRK TUYPENS

Omer, l'assistant personnel d'Helmut Lotti, nous indique le chemin de sa loge dans les coulisses du Casino Kursaal d'Ostende. Il est un peu tôt ce vendredi 15 mars, Helmut est encore en train de faire la balance. Au-dessus de nous les guitares enflammées et les batteries déchaînées retentissent. Dans le coin, un costume en cuir noir, un t-shirt représentant un squelette qui joue du violoncelle avec la lame d'une faux et un lourd bracelet à clous sont accrochés au portemanteau. On croirait être dans la mauvaise loge. « La particularité d'Helmut, c'est qu'il est capable d'aborder un grand nombre de genres différents », explique Omer. En effet, la carrière d'un des chanteurs les plus populaires du pays depuis des décennies est faite d'un large éventail de genres musicaux. Il chante également dans plusieurs langues. Ainsi, il rapproche le monde par la musique. Il est donc tout à fait à sa place à ManiFiesta.

Vous avez déjà été à l'affiche de ManiFiesta en 2021. Comment c'était ?

Helmut Lotti. Je me souviens très bien de l'ambiance très

conviviale du festival. J'avais aussi présenté une version étendue de « Bella Ciao », le chant de bataille des partisans italiens de la Seconde Guerre mondiale. À l'origine, cette chanson était chantée à la campagne par des femmes qui étaient forcées de travailler beaucoup trop dur et dans de mauvaises conditions. Le concert était programmé assez tôt dans l'après-midi. Après, j'ai eu une conversation très animée avec Raoul Hedebouw et Peter Mertens. À propos de politique, évidemment...

Vous serez de retour le 8 septembre, mais cette fois avec un répertoire complètement différent.

Helmut Lotti. Oui, cette fois-ci, il s'agira de métal. Mais que les gens se rassurent, ce n'est pas du bruit. Nous serons là avec d'excellents morceaux de hard rock et de classiques du rock qu'ils vont aimer. Et qui sait, nous jouerons peut-être une version hard rock de Bella Ciao.

Comment en êtes-vous venu à ce genre musical ?

Helmut Lotti. En 2022, Radio Willy m'a demandé de chanter « Run to the Hills » d'Iron Maiden pour son Top 1000. Ils ont pensé que ça serait intéressant

d'avoir une sorte de clash entre la chanson et l'artiste qui la chante. J'étais donc la curiosité de service. Mais c'était moins curieux que ce à quoi ils s'attendaient, parce que je connaissais très bien cette chanson. J'ai écouté beaucoup de hard rock pendant mon enfance parce que mon frère ne passait rien d'autre.

Mais je ne voulais pas seulement chanter cette chanson, il fallait qu'elle soit accompagnée d'un spectacle accrocheur. On m'a donné une toile de fond appropriée et, pendant la chanson, je me suis littéralement transformé de chanteur classique en hard rockeur. Le clip a été visionné 650 000 fois en une semaine, et à ce moment-là, nous avons su que nous devions en faire quelque chose.

C'est là que le festival de métal Graspop vous a appelé, et vous y avez joué le premier concert de « Hellmut Lotti goes Metal » sous un chapiteau plein à craquer en juin 2023...

Helmut Lotti. Oui. Pour cela, nous avons formé un nouveau groupe, car j'avais besoin de musiciens très différents pour ce projet. Je ne savais pas non plus

L'énergie qui émane de cette musique n'est pas agressive, mais plutôt euphorique

si j'en étais capable, je ne suis pas un chanteur de métal, ça allait peut-être être dangereux pour ma voix... Mais après deux journées consécutives de quatre heures de répétition, je n'ai senti aucun problème avec ma voix. À



ce moment-là, j'ai su que c'était bon.

Au départ, nous voulions simplement faire la fête, avec les tubes les plus connus du genre. Mais les répétitions donnaient si bien que mon manager a décidé de sortir un album. Ensuite, il a même voulu que j'écrive moi-même une chanson. C'est comme ça qu'est née « The Darkness ».

Avez-vous vous-même une chanson préférée ?

Helmut Lotti. Si je dois en choisir une, c'est peut-être « Here I go again » de Whitesnake. Parce que je l'ai beaucoup passée quand j'étais jeune à la maison de quartier. Ce n'est pas non plus vraiment une chanson de métal. Elle est un peu plus propre, elle a quelque chose de chic.

Ce que j'aime dans ce que nous faisons, c'est que ça a un côté vintage. C'est comme le logo de l'album, qui ressemble à du vieil or, un peu usé par le temps. Les chansons aussi. Je trouve ça beau.

Vous parvenez à atteindre un public très diversifié avec ce programme.

Helmut Lotti. C'est fantastique ce que je vois aux concerts. Je revois mes fans d'avant, je vois des gens plus âgés, de gentilles vieilles dames, de jeunes couples, des gens avec des enfants, et ici et là de vrais « métalleux ». J'adore la façon dont ces personnes interagissent entre elles.

Après un concert à Gand, un garçon de neuf ans est venu demander un autographe. Il a headbagné (batter la mesure en faisant aller sa tête d'avant en arrière, NdlR) au premier rang pendant tout le concert. Derrière lui se trouvait une femme de 95 ans, qui elle aussi s'est bien amusée.

Je pense que c'est parce que je ne suis pas trop extrême. C'est important pour moi : la musique doit toujours être mélodique. J'aime les mélodies et je veux aussi pouvoir chanter, je ne vais pas me contenter de crier. Les gens le ressentent. L'énergie qui émane

de cette musique n'est pas agressive, mais plutôt euphorique.

Vous connectez des personnes différentes. Comme ManiFiesta. Ce lien est-il important pour vous ?

Helmut Lotti. Je suis quelqu'un qui essaie toujours d'écouter tout le monde. Je n'ai que peu ou pas de préjugés. J'essaie de comprendre les différents points de vue.

Je suis toujours agacé lorsque je regarde une émission de télévision dans laquelle deux camps tentent de prouver qu'ils ont raison et cherchent trop peu le consensus sur une question politique ou sociale. Pour moi, c'est en partie la faute de Sieg-

langage assez indigne. Il y a trop peu de personnes en politique qui sont prêtes à s'engager dans un dialogue constructif.

Nous vivons une époque troublée, où l'on entend de plus en plus souvent des propos guerriers. Cela vous inquiète ?

Helmut Lotti. Oui, c'est la première fois que j'ai vraiment peur. La grande majorité des gens veulent bien faire, mais il y a toujours une minorité de psychopathes qui parviennent à rallier des populations entières à leur cause pour atteindre leur objectif malsain. C'est criminel d'envoyer des jeunes de 19 ou 20 ans prendre part à une guerre à laquelle les politiques ne veulent pas eux-mêmes participer. Je ne comprends pas comment c'est encore possible à notre époque. C'est d'une barbarie incroyable. Ça n'a rien à voir avec la civilisation. Nous sommes à un moment dangereux.

ManiFiesta est un festival qui veut construire un autre monde. Pensez-vous que c'est possible ?

Helmut Lotti. Pour commencer, j'essaie de traiter les gens qui m'entourent comme je voudrais aussi être traité. C'est déjà beaucoup. Je le fais par respect de moi-même, mais aussi par amour de la vie. Si l'on reçoit toujours quelque chose en retour, impossible à dire. Mais il ne faut jamais être tenté de ne pas faire le bien soi-même.

Et heureusement, il y a toujours le pouvoir unificateur de la musique.

Helmut Lotti. On dit que la musique adoucit les mœurs. Il y a de la musique pour tout : de la musique pour reconforter, pour êtreindre, pour apaiser les esprits, pour les funérailles, pour les mariages... il y a de la musique pour tout.

C'est pour ça que je suis si heureux d'être dans le monde de la musique. Je pense que c'est la forme d'art qui peut avoir le plus d'impact sur une vie humaine.



Photo Gwenny Eeckels

Mais j'aime aussi le silence. À la maison, je ne mets pas souvent de la musique. Et quand je me promène, je préfère écouter le chant de la nature.

La signification de la culture dans nos vies a-t-elle trop peu de place ?

Helmut Lotti. Oui. C'est pour ça que la culture est toujours mise à mal sur le plan politique. Parce qu'elle n'offre pas de profit mesurable. Les politiques sont des comptables, ils considèrent tout sous l'angle des chiffres. Ils n'investissent pas dans quelque chose qui ne rapporte pas d'argent. Le bien-être, ça ne se voit pas, mais ça ne veut pas dire que ce n'est pas important. Il y a beaucoup de choses dans la vie qu'on ne peut pas saisir, mais qui sont bien présentes. Les hommes politiques devraient davantage en tenir compte.

La culture nous tend un miroir. C'est un laboratoire pour la santé de notre esprit. Rien que pour ça, il est irresponsable de ne pas y investir. On investit surtout dans les grands projets qui peuvent rapporter de l'argent. Mais ce n'est que de la poudre aux yeux et cela sert d'autres objectifs que ceux de la culture. On parle pourtant de gens, cela nous concerne tous.

Avez-vous des projets concrets pour l'avenir ?

Helmut Lotti. Je n'ai encore jamais travaillé avec un vrai grand big band. Je trouverais ça chouette. Et j'aimerais aussi faire un nouvel album avec mon propre matériel, un peu dans l'esprit de l'opéra rock. Quelque chose entre Queen, Iron Maiden et Meat Loaf.

Il est grand temps pour Helmut d'enfiler son costume noir et d'échauffer ses cordes vocales. Le public a envahi la salle et est prêt pour une soirée riche en grands classiques du rock. Dès les premiers morceaux, l'ambiance est au rendez-vous, Helmut Lotti démontre son talent et le public applaudit. Une heure et quarante-cinq minutes plus tard, plus personne n'est assis sur sa chaise. Tout le public, jeunes et vieux, reprend bruyamment Highway to hell. ManiFiesta, préparez-vous !

Helmut Lotti sera le 8 septembre sur la scène principale de ManiFiesta à Ostende. Infos et tickets sur www.manifesta.be

Les politiques sont des comptables, ils considèrent tout sous l'angle des chiffres. On n'investit pas dans ce qui ne rapporte pas d'argent

fried Bracke (ancien journaliste de la VRT et ancien politicien de la N-VA, NdlR). Dans l'émission « De Zevende Dag », il tenait une rubrique dans laquelle les hommes politiques avaient une minute pour répondre à une question difficile. Peu de nuances sont possibles de cette manière. J'ai aussi chanté lors de réunions électorales de différents partis. J'ai toujours été choqué par le côté primaire que les politiques tentent de faire ressortir chez leurs électeurs en employant un

SOUMEYA ET PEDRO

« Être bénévole à ManiFiesta pour repartir gonflé à bloc »

Ils sont plus de 2 000. Chaque année, avec enthousiasme, ils se bougent pour permettre à ManiFiesta de se dérouler sans accroc. Sans les bénévoles, la Fête de la Solidarité ne pourrait pas exister. Soumeya et Pedro nous expliquent pourquoi ils choisissent d'être les moteurs de ManiFiesta.

DIRK TUYPENS ET JONATHAN LEFÈVRE

En 2019, Soumeya Ghilani (39 ans), active dans les technologies de l'information, a pris une année sabbatique. Elle a ainsi pu consacrer plus de temps au bénévolat auprès de Médecine pour le Peuple. Là, elle a appelé des gens pour leur demander s'ils voulaient être bénévoles pour ManiFiesta. Cette année-là, elle a également assisté pour la première fois à la Fête de la Solidarité. Sa mission a été d'accueillir les bénévoles. « Là, j'ai soudain vu plein de personnes que j'avais eues au téléphone. C'était très spécial. C'est là que j'ai compris que ma vocation est de travailler avec des bénévoles. »

Pedro Blommaert (57 ans), technicien au port maritime de Gand, a découvert ManiFiesta en 2022. Lui aussi s'est immédiatement mis au bénévolat. « Ça a été une véritable découverte. Je faisais partie d'une équipe de personnes qui pouvaient intervenir partout en cas de besoin. En parallèle, j'ai eu tout le temps de vivre le festival, d'assister à des débats et à des concerts. Pour moi, ça a été tout de suite clair : je voulais revenir ici. »

Dorénavant, Soumeya et Pedro reviennent chaque année, toujours en tant que bénévoles. L'année dernière, Pedro était en charge de l'écoteam. Cette équipe est chargée de tout ce qui concerne les déchets : elle veille à ce qu'il y ait des poubelles partout et qu'elles soient vidées à temps, que les déchets soient triés correctement, qu'il y ait des conteneurs à la tente moules pour les coquilles, etc. Pedro devait également veiller à ce que toutes les pauses de l'équipe soient com-



Pedro Blommaert (Photo Dirk Tuypens)

plètes, soit 87 au total. « C'était une expérience formidable », dit-il en riant. Lecoteam a reçu de nombreux compliments, nous avons fait du bon travail. »

À chaque édition de ManiFiesta, Soumeya continue de se consacrer aux nombreux bénévoles, qu'elle aime gâter. « Il y a quelques années, j'ai pensé que les bénévoles devraient recevoir des bonbons. C'est pour ça que je viens toujours avec de gros sacs de bonbons. Nous avons fait de l'espace bénévole un véritable lieu de rencontre et de détente. »

UN LIEN ENTRE LES BÉNÉVOLES

Soumeya et Pedro sont des bénévoles de ManiFiesta passionnés. Pourquoi aiment-ils tant ce travail ? Ils n'ont pas besoin de réfléchir à la réponse. « Rendre les gens heureux », dit Pedro. « Et aussi travailler ensemble, montrer ensemble de quoi nous sommes capables. Chaque année, des réfugiés viennent également apporter leur aide. C'est toujours un grand plaisir de travailler avec eux. Un lien se développe vraiment entre les volontaires. »

Pour Soumeya aussi, il s'agit d'un moteur important. « Au cours des cinq dernières années, j'ai développé des relations avec des personnes de tout le pays. Nous nous voyons également en dehors du festival, tout au long de l'année. Par exemple, un bénévole n'allait pas très bien quand je l'ai rencontré. J'ai alors promis de lui envoyer un message tous les mois pour lui dire pourquoi il est génial. Je fais ça depuis lors. »

Mais pour Soumeya et Pedro, ManiFiesta, c'est bien plus que travailler. « Il y a une énergie que vous ne trouverez nulle part ailleurs », explique Soumeya. « On développe une vision cohérente du monde qu'on voudrait connaître, du monde tel qu'il devrait être. À ManiFiesta, ce monde prend littéralement forme, ce n'est pas seulement de la théorie. »

« La diversité du festival est exceptionnelle », ajoute Pedro. « Il y en a pour tous les goûts. On voit des enfants jouer au football, des



Soumeya Ghiliani (Photo DR)

Il y a une énergie que vous ne trouverez nulle part ailleurs, une vision du monde tel qu'il devrait être

enfants pêcher des canards, des gens jouer aux échecs, on découvre des livres, on discute de la vie, de la société et de la politique. En même temps, il y a de la musique partout, les syndicats sont là, on entend des histoires sur ce qui se passe dans les usines en Angleterre ou en Amérique, on entend parler de la situation à Cuba, on mange et on boit... C'est quand même unique, non ? À ManiFiesta, il n'y a jamais de temps mort. » Ce que Soumeya apprécie particulièrement, c'est que ManiFiesta est un festival où l'on se sent en sécurité. « Pour les femmes, c'est essentiel. Par exemple, il existe des endroits spéciaux où les femmes peuvent signaler les problèmes. Mais les problèmes de ce genre sont peu nombreux. Par rapport à d'autres festivals, c'est le jour et la nuit. »

MANIFIESTA, C'EST DES VACANCES

Quelques mois nous séparent encore de ManiFiesta 2024, mais Soumeya et Pedro attendent déjà le festival avec impatience. « Nous sommes déjà à pied d'œuvre avec toute une équipe », déclare Pedro. « J'attends septembre avec enthousiasme. C'est plus fort que moi, j'ai ManiFiesta dans mon cœur. »

« C'est chaque année la même chose : l'excitation monte, nous vivons un festival fantastique et j'ai le blues que ce soit fini », explique Soumeya dans un sourire. « Au travail, j'ai demandé une demi-journée de congé par semaine pour aider à organiser le festival. Pour moi, ManiFiesta, c'est toute l'année. »

Notre duo insiste également sur le fait que si lui se donne autant, chacun peut contribuer selon ses envies et ses disponibilités, même pour quelques heures. « Et surtout, ne pensez pas à du travail », rigole Pedro. « Il s'agit juste d'aider pendant quelques heures

pour ensuite avoir tout le temps nécessaire pour vivre le festival. C'est très satisfaisant et ça vous donne une énergie folle. L'année dernière, nous sommes allés à la plage le dimanche soir, pour boire un verre ensemble. Nous étions très fatigués, mais nous avons passé encore quelques heures à discuter. J'avais mal aux pieds, mais si quelqu'un m'avait proposé d'aller danser ailleurs, je l'aurais quand même fait. »

« ManiFiesta, c'est vraiment des vacances pour moi », ajoute Soumeya. « Le ticket est abordable et le transport vers Ostende est gratuit. Nous avons tous besoin de temps et d'espace pour reprendre notre souffle, mais nous n'en avons pas toujours l'occasion. Venez à ManiFiesta, c'est l'endroit parfait ! »

Soumeya et Pedro vous ont convaincu de devenir bénévoles vous aussi ? Inscrivez-vous rapidement sur www.manifiesta.be



Irvin Jim, symbole du renouveau syndical en Afrique du Sud

Depuis les lignes de production des usines, jusqu'aux rues qu'ils occupent lors de leurs gigantesques manifestations, Jim Irvin est un acteur majeur de la lutte pour la justice sociale en Afrique du Sud. Leader du syndicat des métallos (NUMSA), son parcours et sa vision inspirent les travailleurs au-delà des frontières. Portrait.

BRUNO STAS

Une triple alliance pour mettre fin à l'apartheid

Le 16 juin 1976, 20 000 étudiants manifestent dans le ghetto de Soweto, près de Johannesburg. La répression, féroce, déclenche une série d'émeutes qui durent plusieurs semaines. 1 500 personnes sont massacrées. Mais les images des émeutes de Soweto et des meurtres commis par les forces armées de l'État sud-africain sont diffusées partout dans le monde et renforcent le soutien populaire international aux militants anti-apartheid sud-africains. Partout en Europe et aux États-Unis, des manifestations massives ont lieu et des appels au boycott du régime sud-africain sont lancés. Les syndicats aussi mènent des luttes sociales pendant ces années. En 1985, les principales organisations de travailleurs se regroupent au sein de la Cosatu, le Congrès des syndicats sud-africains. Une nécessité dans un gigantesque pays où patrons et gouvernement marchent main dans la main. Le gouvernement tente d'enrayer le pouvoir des syndicats comme il l'a toujours fait : en arrêtant ses dirigeants. Mais ça ne suffit plus.

En janvier 1986, des milliers de mineurs se mettent en grève pour une hausse de salaires et la reconnaissance de leur syndicat (NUM, National Union of Mineworkers). 23 000 travailleurs sont licenciés. Outre l'appui du pouvoir politique et économique, ces grosses sociétés minières possèdent des forces de sécurité surarmées. Malgré ces tentatives de répression des libertés syndicales, la classe travailleuse ne baisse pas des bras. L'année suivante, les cheminots mènent une grève pour avoir le droit à se syndiquer et un vrai statut, puis 350 000 mineurs arrêtent le travail pour dénoncer leurs conditions de travail.

Les mouvements sociaux se multiplient et les prisons sont trop petites pour accueillir toute la classe travailleuse du pays. Le parti communiste SACP et l'ANC, parti anti-apartheid de Nelson Mandela, collaborent activement avec le Cosatu. Ils iront même jusqu'à s'unir au sein de la « triple alliance », une alliance unique en Afrique entre un mouvement anticolonial noir, le parti communiste, et la confédération syndicale.

C'est cette triple alliance large qui a permis de fédérer toute l'unité autour d'un programme progressiste.

Né en 1968 dans une ferme du Cap-Oriental, province du sud du pays, Jim a grandi en pleine Afrique du Sud ségrégationniste. Actif dans le mouvement anti-apartheid, il est à l'université lorsque Nelson Mandela est libéré de prison. Mais ses origines modestes le rattrapent et il est contraint d'abandonner ses études et postuler dans une usine de pneus. Il y poursuit son engagement militant en rejoignant l'Union nationale des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA). Sa formation politique, son empathie et sa révolte contre les injustices font qu'il est très vite re-

marqué pour sa combativité par ses collègues. Le militantisme de Jim et sa passion pour les droits des travailleurs ont été façonnés par son enfance difficile dans les fermes du Cap-Oriental où son père travaillait et où la famille séjournait. Son père était payé avec des sacs de farine et du lait.

ENGAGEMENT SYNDICAL RAPIDE

Après seulement six mois de travail dans l'usine de pneus Firestone Tyres, Irvin Jim devient délégué syndical. Après deux ans, il est élu membre du comité exécutif de la section régionale du syndicat dont, à 23 ans, il est le plus jeune membre.

Jim dit de lui-même qu'il est un marxiste convaincu, et répète

▼ Irvin Jim (Photo NUMSA)





souvent que « l'histoire de toutes les sociétés existantes jusqu'à présent est l'histoire de toutes les luttes de classes », sa citation préférée de Marx. Il s'intéresse de près à l'histoire de son pays et connaît l'importance du mouvement syndical dans la victoire contre le régime d'apartheid (voir encadré). Il est très conscient de l'importance pour les travailleurs d'unir leurs forces et de lutter.

Dès le début de sa carrière, il défend une vision combative de la lutte syndicale, des revendications salariales aux conditions de travail. Mais il est aussi convaincu que le syndicat, en tant qu'organisation de masse, a un rôle à jouer dans l'émancipation de tous les travailleurs. Qu'il ne faut pas séparer la lutte pour la tartine de la lutte pour la boulangerie. Et c'est avec cette vision qu'il va monter les échelons du syndicat jusqu'à en devenir le secrétaire général en 2008.

NUMSA, BIEN PLUS QU'UN SYNDICAT

Sa vision du syndicalisme est ancrée dans les valeurs de solidarité, d'autonomie et de démocratie ouvrière. Pour Irvin, le véritable pouvoir réside dans l'unité des

emblématiques, marquées par des victoires significatives pour les travailleurs. Parmi celles-ci, la bataille pour des salaires décents dans l'industrie automobile. Face à des multinationales puissantes et à un gouvernement réticent, NUMSA a mobilisé ses membres

Irvin Jim sait qu'il ne faut pas séparer la lutte pour la tartine de la lutte pour la boulangerie

travailleurs et NUMSA est le véhicule par lequel cette unité peut être réalisée. Sous sa direction, NUMSA est devenu bien plus qu'un simple syndicat ; c'est devenu un mouvement de transformation sociale, défiant les structures oppressives et plaidant pour un changement radical.

Au cours des dernières années, NUMSA a mené une série de luttes

pour exiger des conditions de travail dignes. Leur détermination a finalement porté ses fruits au terme d'une grande grève salariale de trois semaines dans le secteur de la métallurgie, qui s'est traduite par une augmentation de 18 % entre 2021 et 2023. Un autre aspect de la vision sociale de NUMSA est sa volonté d'avoir une composition de dé-

légués paritaire entre hommes et femmes. Lors de leur dernier congrès en 2022 par exemple, sur les 800 délégués 40 % étaient des femmes. Dans un secteur largement masculin et où les freins à l'engagement syndical des femmes sont encore importants, cela démontre une volonté de construire, à partir du syndicat, les germes d'une société meilleure. Christine Olivier, ex-vice présidente de NUMSA (et qui était à l'affiche de ManiFiesta en 2022), est ainsi devenue la première femme africaine membre du bureau d'IndustriAll, le syndicat mondial du métal et de l'industrie.



Venez rencontrer Irvin Jim à ManiFiesta les 7 et 8 septembre, à Ostende.



Shawn Fain, le dirigeant du syndicat américain de l'automobile, à ManiFiesta

« À profits records, contrats records. » C'est avec cet ambitieux message que Shawn Fain a entamé sa présidence du syndicat US de l'automobile United Auto Workers. Et avec succès, puisque l'UAW a remporté des victoires inédites. Qui est ce dirigeant syndical et comment a-t-il fait plier les plus grands constructeurs automobiles ?

DIMITRI NEYT

Fain est un ouvrier issu d'une famille de la classe travailleuse. Il ne porte que rarement un costume. Quand cet ancien électricien prend la parole, on entend d'où il vient :

de la classe ouvrière du Midwest américain. Fain est né en 1968 à Kokomo, une petite ville industrielle de l'Indiana. Son grand-père y a travaillé pendant près de quarante ans à l'usine automobile Chrysler, aujourd'hui Stelantis. Sa mère était infirmière,

son père chef de corps dans la police.

UN ÉLECTRICIEN POUR ÉTEINDRE LA CORRUPTION

Le fait que Fain soit aujourd'hui président du syndicat de l'auto-

mobile UAW n'allait vraiment pas de soi. Pendant des années, la corruption a malheureusement été omniprésente au sommet de l'UAW, syndicat qui compte près d'un million de membres, dont 400 000 sont des travailleurs actifs. En 2014, les autorités ont



◀ **Shawn Fain à un piquet de grève à General Motors à Belleville, Michigan, en septembre dernier. (Photo AFP)**

l'époque. Un moment historique puisque, pour la première fois en 80 ans, la base syndicale a choisi qui la représenterait.

PRÊTS À FAIRE GRÈVE

Sous la direction de Fain, l'UAW s'est immédiatement préparée à des négociations contractuelles difficiles avec les « Big Three », c'est-à-dire les trois principaux constructeurs automobiles américains : Ford, General Motors et Stellantis (dont fait partie Chrysler). Alors qu'au début des négociations, les prédécesseurs de Fain serraient toujours la main de la direction devant la caméra, Fain a adopté une approche totalement différente : il est resté aux portes de l'usine, au milieu des ouvriers, et a immédiatement fait savoir que l'UAW était prête à faire grève s'il le fallait. En août, après un mois de négociations, il faisait déjà voter les membres : pour ou contre la grève ? Une majorité écrasante de 97 % s'étant déclarée « pour », c'est avec assurance que l'UAW a entamé la grève.

La fermeture de l'ensemble du secteur n'était pas envisageable, surtout d'un point de vue financier, mais grâce à des grèves ciblées, l'UAW a réussi à toucher les trois principaux constructeurs automobiles. Les négociations n'ayant débouché sur rien, la grève s'est étendue à de nouvelles usines. Et cela a fonctionné. Ford a été le premier, suivi par Stellantis et GM à la fin du mois d'octobre. Dans une vidéo annonçant l'accord avec Stellantis, Shawn Fain a décrit une longue liste de victoires : « Nous avons réalisé ce qui était considéré comme impossible il y a quelques semaines. » Augmentations salariales de 25 % sur les salaires de base étalées sur 4,5 ans, rétablissement de l'indexation des salaires, accélération de la croissance salariale... Les travailleurs les mieux payés ont gagné en tout 33 %, tandis que les travailleurs intérimaires les moins bien

payés ont bénéficié d'une hausse de 165 %. Les accords suppriment les systèmes de rémunération distincts, ce qui se traduit par une augmentation de 76 % de certaines nouvelles grilles salariales. En outre, l'accord garantit le droit de grève, ce qui n'est pas une évidence aux États-Unis...

Pour la 1ère fois en 80 ans, la base syndicale a choisi qui la représenterait

« Pendant des décennies, nous nous sommes battus avec une main liée dans le dos et, pour être honnête, j'ai parfois eu l'impression que c'étaient les deux mains, a déclaré Fain. Avec cet accord, nous passons de la défense à l'attaque. Nous passons d'un déclin de la classe travailleuse américaine à une nouvelle ère de la construction automobile. » Autre résultat remarquable de la lutte : la réouverture d'une usine Stellantis, où quelque 3 000 emplois seront bientôt créés.

CHOISIR LE CAMP DE LA CLASSE TRAVAILLEUSE

Dans les médias, un commentateur a souligné : « Il semble que Fain veuille prouver sans cesse aux membres qu'il est complètement différent de ses prédécesseurs. » Mais le fait que la grève ait connu un tel succès aussi rapidement montre que le changement est bien plus qu'une différence de style. L'UAW a pris la tête des négociations et a donné le ton avec des revendications ambitieuses et populaires. Il a mis la pression sur les patrons avec la première grève simultanée jamais organisée chez les trois grands constructeurs automobiles, grève qui promettait d'être de plus en plus importante. Quinze ans auparavant, Fain était négociateur pour le syndicat. Chrysler avait dû à l'époque se mettre sous protection par rapport à ses créanciers, suite à la

crise bancaire. Mais les bénéfices sont rapidement revenus. « J'ai vu comment l'entreprise allait s'approprier le tout, explique Fain. Et nous, nous avons juste pu assister à tout ça pendant dix ans tandis qu'ils amassaient de l'argent. C'est pour changer cela que j'ai posé ma candidature. » L'UAW se range à nouveau du côté de la classe travailleuse et ne conclut plus d'accords en sous-main avec les patrons.

En quelques mois, Fain a gagné le cœur de sa base. Il utilise également les réseaux sociaux de manière intelligente. Par des vidéos en direct sur Facebook, il s'adresse directement à des dizaines de milliers d'ouvriers à travers tous les États-Unis. « Le grand public et les médias ont eux aussi vu ce que nous faisons. Lorsque nous nous sommes mis en grève, nous avons reçu le soutien de 75 % des Américains. »

Shawn Fain est déterminé à obtenir encore plus de victoires. Depuis le mois d'octobre, l'UAW cible les usines automobiles où il n'y a pas encore de syndicat. Par exemple chez Volkswagen et Mercedes-Benz, dans le Sud conservateur. La peur du syndicat est très présente chez les constructeurs automobiles. Toyota, Honda, Nissan, Subaru, Volkswagen, Hyundai et même Tesla ont déjà spontanément accordé une augmentation à leurs travailleurs, craignant des luttes syndicales.

Les nouveaux contrats avec Ford, GM et Stellantis expirent tous le 30 mai 2028. Shawn Fain appelle les autres syndicats à faire de même. Les métallos américains semblent avoir l'intention de répéter leur démonstration de force le jour de la fête du Travail, en 2028, avec – qui sait – une grève générale massive.

Shawn Fain sera à Mani Fiesta pour expliquer ses luttes, ses victoires et sa stratégie pour l'avenir.

lancé une enquête. Plusieurs hauts responsables ont été condamnés pour avoir détourné plus d'un million de dollars. La base du syndicat était en colère, déçue, et a choisi par référendum d'élire dorénavant la direction du syndicat de manière directe.

Au sein d'un groupe de progressistes, Fain s'est porté candidat à la présidence. Leurs objectifs : tourner la page de la corruption, arrêter de faire des concessions aux patrons et mettre fin aux contrats différents pour les travailleurs plus âgés et plus jeunes. Ce dernier point a toujours été la priorité de Fain. En tant que délégué, il s'était opposé à l'introduction de régimes plus défavorables pour les nouveaux travailleurs ; ce qui sape la solidarité entre les travailleurs.

L'élection à la fin 2022 a été serrée mais Fain, relativement inconnu, a battu Ray Curry, le président de



LE PERSONNEL PÉNITENTIAIRE DÉTERMINÉ



Le personnel pénitentiaire continue de mener des actions afin de dénoncer la situation catastrophique qui règne dans nos prisons et exiger que des solutions soient enfin trouvées. Les problèmes sont connus depuis longtemps : surpopulation, manque de personnel, condi-

tions de vie inhumaines pour les détenus et conditions de travail impossibles pour le personnel. Mais le ministre de la Justice, Paul Van Tigchelt (Open Vld) préfère pointer le personnel pénitentiaire du doigt et essayer de démanteler le droit de grève encore davantage. Le personnel et les syndicats sont déterminés et poursuivront leurs actions.



« WE WON'T PAY »

Les 12 mars et 16 avril, la FGTB est sortie dans la rue contre l'austérité que l'Union européenne veut imposer à ses États membres. Selon ces nouvelles mesures, la Belgique devrait économiser 27 milliards d'euros au moins. Une étude réalisée par la Confédération européenne des syndicats (CES) montre que ces coupes budgétaires impacteront fortement les hôpitaux, l'enseignement, les services publics et la transition climatique dans notre pays. Les soins de santé, la sécurité sociale et les salaires seraient également touchés. Le PTB demande à la Belgique de mettre un terme à ces nouvelles règles budgétaires. Le gouvernement belge peut opposer son veto au niveau européen.



LA FAILLITE DE VAN HOOL EST ABSURDE

Le 8 avril, le fabricant d'autobus Van Hool a été déclaré en faillite. « Il est absurde que le gouvernement flamand laisse Van Hool faire faillite », déclare Jos D'Haese, chef de groupe PTB au Parlement flamand. « Il s'agit d'un drame social qui aurait pu être évité. L'avidité et les mauvais choix de la famille millionnaire Van Hool ne sont pas les seuls responsables : le gouvernement flamand a également une responsabilité écrasante dans ce drame. »

Le gouvernement flamand doit entrer dans le capital de l'entreprise, accorder un prêt d'urgence et empêcher la délocalisation de la production en Macédoine du Nord. Le PTB exige un plan d'avenir pour Van Hool, ainsi que la garantie que le plus grand nombre d'emplois seront sauvés.



États-Unis

L'OHIO INSCRIT LE DROIT À L'AVORTEMENT DANS SA CONSTITUTION

Victoire pour les droits des femmes : les électeurs de l'Ohio, à l'Est des États-Unis, ont décidé d'inscrire le droit à l'IVG dans leur Constitution. En 2022, la Cour suprême des États-Unis avait cassé l'arrêt qui garantissait le droit fédéral des Américaines à interrompre leur grossesse. Depuis, la question de reconnaître ou non ce droit est dans les mains des États. Plusieurs l'ont restreint ou interdit, d'autres l'ont renforcé. Alors que le droit à l'avortement est de plus en plus menacé aux États-Unis et ailleurs dans le monde, des centaines de milliers de femmes et d'hommes continuent à se mobiliser en masse pour le défendre.

France

EAU CONTAMINÉE : DES MARSEILLAIS GAGNENT EN JUSTICE

Les habitants de la cité Air-Bel à Marseille ont obtenu la condamnation au civil de leurs trois bailleurs sociaux ainsi que de leur prestataire Engie énergie services, fournisseur d'eau chaude. Près de 300

familles s'étaient constituées parties civiles après la mort d'un père de famille des suites d'une légionellose en 2017. La présence de bactéries « légionelles » dans les canalisations était connue depuis 2011. Le tribunal a décidé d'indemniser les familles pour les préjudices subis. Une victoire collective qui devrait peser dans le volet pénal de l'affaire.

Autriche

LA MAIRE COMMUNISTE DE GRAZ ELKE KAHR ÉLUE MEILLEURE MAIRE DU MONDE



La Fondation des édiles des villes du monde (City Mayors Foundation), basée à Londres, a décerné le titre de meilleure maire au monde en 2023 à la communiste Elke Kahr (KPÖ). Depuis son élection à la tête de la seconde ville d'Autriche en 2021, Elke Kahr a mené une

politique proche des préoccupations de tous, en particulier des « sans-voix » et des plus démunis.



VIJAY PRASHAD ET PETER MERTENS

« La gauche doit apporter de l'espoir et donner une perspective aux gens »

Le dernier livre du secrétaire général du PTB Peter Mertens, « Mutinerie », part de la réalité de chez nous pour la lier au changement dans les relations mondiales. L'écrivain et éditeur marxiste indien Vijay Prashad est l'une des personnes qui ont incité Peter à écrire ce livre. Explications.

WIM DE CEUKELAIRE

Peter Mertens a déjà écrit des livres dans une perspective européenne. Dans « Mutinerie, comment le monde bascule », il regarde le monde entier et analyse comment les événements en Belgique et en Europe sont liés à ce qui se passe dans le Sud. Vijay Prashad, qui avait déjà publié l'ouvrage précédent de Peter, « Ils nous ont oublié », fait de même cette fois en publiant « Mutinerie » en anglais. Sa venue à Bruxelles était donc l'occasion idéale pour une double interview...

Pourquoi avez-vous choisi une perspective plus large cette fois ?

Peter Mertens. Le monde change rapidement et je voulais analyser comment les événements en Belgique et en Europe sont liés à ce qui se passe dans le Sud. Lorsque nos agriculteurs protestent, il ne s'agit pas seulement d'un problème local. Lorsqu'on analyse les prix tout au long de la chaîne alimentaire, on voit que c'est également lié aux multinationales de l'agroalimentaire et même aux

compagnies pétrolières. Il s'agit d'inflation et de surprofits. Il y a beaucoup de luttes sociales en Europe aujourd'hui. J'ai été frappé, par exemple, par le fait qu'il y a plus de grèves, plus de personnes en grève et plus de jours de grève en France aujourd'hui qu'en 1968, qui est pourtant connue dans la mémoire collective comme l'année de la protestation de masse par excellence.

Il est important que les mouvements sociaux d'Europe et du Sud unissent leurs forces

En écrivant le chapitre sur Kath, l'infirmière britannique, j'ai découvert qu'il y a aujourd'hui plus de jours de grève contre le gouvernement britannique et ses politiques d'austérité actuelles qu'il n'y en a eu contre la Première

ministre ultra-conservatrice Thatcher dans les années 1980. Les conflits sociaux sont de plus en plus nombreux. La lutte des classes est toujours bien vivante en Europe. Je voulais également montrer qu'il existe un lien avec ce qui se passe dans le Sud. Là aussi, quelque chose est en train de changer.

Je crois que l'hégémonie des États-Unis touche à sa fin. Cela crée des contradictions et des conflits dans le Nord et le Sud. Dans ces conditions, il est important que les mouvements sociaux d'Europe et du Sud unissent leurs forces.

Pourquoi avez-vous fait le voyage jusqu'à Berlin pour rencontrer Vijay Prashad et l'interviewer pour votre livre ?

Peter Mertens. Lorsque j'écrivais « Ils nous ont oubliés », je lisais le travail de Vijay et j'ai appris l'existence de l'Assemblée mondiale des peuples, un mouvement populaire international. Ça a été comme une bouffée d'air frais pour moi ; c'était exactement ce dont j'avais besoin. Et puis, il est difficile d'écrire un tel livre sans consulter une voix du Sud.

Vijay, vous avez publié en Inde « Ils nous ont oubliés », un livre sur la Belgique, un petit point sur la carte du monde. Pourquoi ?

Vijay Prashad. Pour ce qu'a dit Peter sur la lutte des classes en Europe. En fait, il n'y a pas qu'en Europe que la lutte a perdu de son importance dans la perception des gens. En Inde, c'est pareil. Des centaines de millions de travailleurs se mettent en grève et les médias indiens n'en parlent pratiquement pas.

En ce sens, une lutte des classes au niveau mondial est en cours. Et je cherche des moyens pour que les gens se racontent ces histoires de lutte, puisque les grands médias ne s'y intéressent pas.

C'est important de partager ces histoires parce que cela vous apprend que vous ne vous battez pas seulement contre votre propre





▲ En février, Vijay Prashad et Peter Mertens ont été invités à la conférence d'ouverture de l'école Karl Marx de Comac, mouvement étudiant du PTB. (Photo Solidaire, Stefaan Van Parys)

gouvernement mais contre un système.

Si vous vivez en Belgique et que vous êtes confronté à des problèmes dans votre entreprise et que vous connaissez ces histoires, vous vous rendez compte que la même chose arrive à quelqu'un d'autre en Argentine, en Inde... Vous avez alors une perspective plus large sur la lutte, et vous ne vous dites pas : « C'est bon, avec quelques réformes ici, tout sera réglé. »

Ce que j'ai trouvé intéressant dans « Ils nous ont oubliés », c'est que le livre ne traite pas vraiment de la Belgique. En fait, il traite de l'expérience de la classe travailleuse sous le Covid partout dans le monde. Bien que la Belgique soit une société beaucoup plus riche que, par exemple, la Namibie, l'expérience des infirmières, des médecins, des pompiers, du per-

sonnel paramédical, etc. pendant le Covid a été universelle.

Et qu'est-ce qui vous séduit dans « Mutinerie » ?

Vijay Prashad. Qu'il analyse la lutte à travers l'expérience des personnes qui y participent. Il s'agit d'un livre sur la lutte des classes qui n'utilise pas une seule fois l'expression « lutte des classes ». Il montre la lutte des classes et la façon dont elle est vécue par les personnes qui y participent.

Le livre présente aussi l'analyse d'une économiste, par exemple. Une autre personne décrit ensuite l'impact de la politique économique sur sa vie et comment elle veut changer ça. Alors pourquoi cette histoire ne pourrait-elle pas être lue par quelqu'un au Pakistan ou ailleurs dans le monde ? Au contraire, ces gens se diront : « Je connais ce sentiment. Je me

sens comme cette travailleuse en Belgique. »

« Mutinerie » raconte l'histoire de ce que vous appelez parfois « le nouvel état d'esprit dans le Sud », le développement d'un éveil et d'un soulèvement nouveaux face à la domination impérialiste. C'est un sujet sur lequel vous avez beaucoup écrit...

Vijay Prashad. Nous nous trouvons actuellement dans une phase de mutineries multiples. Et ces mutineries viennent de différents côtés. Oui, c'est vrai que le livre commence en Belgique, en Angleterre, etc. C'est la lutte syndicale classique en Europe. En Inde, vous avez aussi la lutte des agriculteurs. Il s'agit également d'une lutte syndicale.

Mais il existe d'autres hiérarchies dans le monde. La hiérarchie dans

le monde n'existe pas seulement entre les propriétaires d'entreprises et ceux qui travaillent pour eux. Il existe également des hiérarchies en termes de géographie, de gouvernements, d'États, de relations mondiales.

C'est à dire ?

Vijay Prashad. Prenons la Namibie, un petit pays du sud-ouest de l'Afrique. Il s'agissait autrefois d'une colonie allemande. Pendant des années, la Namibie a été dirigée par la SWAPO, qui était à l'origine un mouvement de libération. Par la suite, elle s'est transformée en un parti néolibéral. Celui-ci a inclus des politiques d'austérité dans son programme.

Cette année, quand la Première ministre namibienne a participé à la Conférence de Munich sur la sécurité, l'hôte allemand lui a demandé : « Pourquoi la Namibie



Solidarité des jeunes avec la Palestine. Il s'agit d'un mouvement mondial qui estime que l'impérialisme touche à sa fin (Photo Solidaire, Julien Ribaud)



Vijay Prashad : « Une lutte des classes mondiale est en cours. Et je cherche des moyens de raconter des histoires à ce sujet. » (Photo Solidaire, Stefaan Van Parys)

ne condamne-t-elle pas la Russie ? » Elle l'a regardé droit dans les yeux et a répondu : « Lorsque nous avons combattu l'apartheid, l'Union soviétique nous a aidés, mais pas vous. » En fait, elle a dit à l'Allemagne : « Pourquoi devriez-vous nous dicter qui nous devrions condamner ou non ? » Le Première ministre namibienne fait également partie de la mutinerie. Elle représente peut-être des forces avec lesquelles nous sommes en désaccord dans sa politique locale, mais je la placerais dans le même contexte de mutinerie. Je pense que si nous nous limitons aux luttes avec lesquelles nous sommes d'accord, nous passons à côté des véritables changements dans le monde.

Peter, dans le livre, vous utilisez la métaphore de la mutinerie du pont inférieur et supérieur. Cela fait-il référence aux différents niveaux dont parle Vijay ?

Peter Mertens. Je suis tout à fait d'accord avec ce que Vijay vient de dire. Je pense que la gauche doit apporter de l'espoir et des perspectives.

Lorsque j'étais en Afrique du Sud, un membre du NUMSA, le syndicat de la métallurgie, est venu me voir et m'a dit qu'il s'inquiétait pour moi parce que je venais d'Europe. Quand je lui ai demandé pourquoi, il m'a parlé de la montée de l'extrême droite et du fait que la classe travailleuse n'est plus aussi militante qu'auparavant. Je ne pense pas que l'on puisse mobiliser les gens avec ça. Au contraire, ils vont se sentir petits et impuissants. C'est comme ces conférences académiques où des intellectuels analysent la situation d'une telle façon que vous finissez par rentrer chez vous complètement déprimé. C'est pourquoi je pense que nous devons apporter une perspective pour que les gens marchent la tête haute, fiers de leur classe.

Je veux que nous construisions un mouvement d'espoir, mais pas un mouvement naïf. Il ne faut pas croire que tout va changer demain. Cela n'arrivera pas. D'une manière générale, la conscience de classe est au plus bas. C'est comme ça. C'est la même chose dans la plupart des pays du Sud.



Comment faire ?

Peter Mertens. Il faut lire la situation, voir et sentir le mouvement, et ensuite essayer de le tirer vers la perspective socialiste, démocratique et écologique. Vu que nous sommes de gauche, nous voulons donc être la voix de ceux qui se trouvent sur le pont inférieur, mais nous devons aussi être conscients de ce qui se passe sur le pont supérieur.

Regardez l'Afrique du Sud. J'étais à La Haye lorsqu'ils ont déposé leur plainte pour génocide contre Israël à la Cour internationale de Justice. C'était très impressionnant de voir comment ils se sont opposés à l'impérialisme. Mais en même temps, je comprends que NUMSA, le syndicat sud-africain, proteste contre ce même gouvernement.

Je soutiens l'Afrique du Sud dans son procès contre Israël et en même temps, je soutiens NUMSA dans ses protestations contre les politiques néolibérales du gouvernement. C'est de cela que parle la métaphore de la mutinerie sur les ponts inférieur et supérieur.

Les jeunes sont aujourd'hui très actifs dans le mouvement de solidarité avec la Palestine. C'est comme si chaque génération avait une question internationale qui la mobilise et lui apprend comment fonctionne le monde. Il y a eu la guerre du Golfe, la guerre en Irak... La guerre à Gaza est-elle un événement similaire pour la génération actuelle ?

Peter Mertens. Oui et non. En 2003, il y a eu la guerre en Irak. Pour ma génération, c'était la première fois que nous sentions qu'il existait non seulement un mouvement belge ou européen, mais un mouvement mondial. N'oubliez pas qu'à l'époque, Internet était encore un phénomène relativement nouveau. Nous avons vu ce qui se passait à Washington ou à Islamabad, capitale du Pakistan, et cela nous a donné le sentiment puissant d'une génération confrontée aux « États-Unis de l'agression ».

C'est pareil aujourd'hui. Il s'agit d'un mouvement mondial. Et les gens le savent. La différence est

« Le monde change rapidement et je voulais analyser comment les événements en Belgique et en Europe sont liés à ce qui se passe dans le Sud. Lorsque nos agriculteurs protestent, il ne s'agit pas seulement d'un problème local. »
(Photo Joa Souza)



L'impérialisme US touche à sa fin, le mouvement de solidarité mondiale gagne en force

qu'à l'époque, il s'agissait d'un mouvement contre une superpuissance qui se croyait intouchable. À l'époque, dans le mouvement anti-impérialiste, presque personne ne pensait que l'impérialisme américain prendrait fin. Aujourd'hui, le mouvement se situe à une époque où l'impérialisme US approche de sa fin. Il existe toujours, et sa puissance militaire est énorme. Mais le sentiment général est qu'il touche à sa fin. C'est ça la différence.

Il y a donc, à mon avis, quelque chose de plus puissant et plus fort dans ce mouvement. À la fin d'une ère, une superpuissance devient plus violente. D'un autre côté, ce mouvement de solidarité mondiale gagne également en force.

Vijay Prashad. Ce n'est pas contradictoire. Par exemple, lorsque vous dites que la superpuissance devient plus agressive dans sa

phase finale, il y a en fait une bonne raison à cela : la crise économique.

Nous nous trouvons dans une situation où les États-Unis et leurs alliés se rabattent sur une, voire deux formes de pouvoir qu'ils peuvent encore utiliser. La première est le pouvoir sur l'information. Nous ne devons pas la sous-estimer. Ils ont toujours une capacité écrasante à définir le discours dominant au niveau mondial.

La deuxième, c'est le pouvoir militaire. Les États-Unis, l'Otan et ses alliés comme le Japon et la Corée du Sud représentent 75 % des dépenses militaires mondiales.

Cette puissance militaire pourra-t-elle un jour être brisée ?

Peter Mertens. Même la puissance militaire a ses faiblesses. Toutes ces armes doivent être fabriquées et transportées. Un jour, alors qu'il chargeait le fret à l'aéroport de Zaventem, un ouvrier a vu des boîtes destinées à Tel-Aviv. Quand il a demandé à son camarade d'y jeter un œil, ils ont découvert qu'il s'agissait de matériel militaire. En route pour Israël ! Une troisième personne s'est alors

jointe au groupe et a suggéré d'en parler au syndicat. Les syndicats ont alors décidé de boycotter les livraisons d'armes à destination d'Israël.

Cela commence par l'inspection d'une boîte par un travailleur dans un avion à destination de Tel Aviv et finalement, les syndicats belges décident de cesser le transport d'armes vers Israël. Ensuite, l'Australie a suivi l'exemple des syndicats belges. La même chose se produit dans d'autres pays. Même dans ce contexte sanglant, il y a des signes d'espoir.

Il y a toujours une faiblesse et je pense que nous devons raconter des histoires de lutte, car les gens ont beaucoup de force. Les travailleurs ont du pouvoir et ce pouvoir est plus grand que la plupart des gens ne le pensent.

MANI FIESTA

Venez rencontrer Vijay Prashad et Peter Mertens à ManiFiesta les 7 et 8 septembre, à Ostende.



Gaza : « Il s'agit d'une guerre contre les soins de santé, pas contre le terrorisme »

30 000 morts, dont 25 000 femmes et enfants. Fin février, à l'heure d'écrire ces lignes, c'est le bilan que donne... la Maison blanche des massacres de l'armée israélienne en Palestine depuis le 8 octobre. Nous avons rencontré Mohammed Salha, le directeur d'un hôpital de la bande de Gaza, afin de mettre des mots sur l'horreur quotidienne que vivent les millions des Palestiniens.

FANNY POLET*

Mohammed Salha est le directeur faisant fonction de l'hôpital d'AWDA (voir encadré) à Jabalia, dans le Nord de la bande de Gaza. Pourquoi « faisant fonction » ? Car, comme de très nombreux autres professionnels de la santé, le directeur, le Dr Ahmed Muhanna, a été arrêté par l'armée israélienne sans aucune raison le 17 décembre

dernier. Rencontre avec un père de famille qui, malgré l'horreur, garde espoir. « J'ai fait connaissance d'AWDA à 13 ans quand j'ai fréquenté le centre communautaire de Jabalia. A 18 ans, je suis devenu leader d'un groupe de jeunes ; à 26 ans, bénévole, puis je suis devenu coordinateur de projet. J'ai travaillé quelques années pour des services d'urgence et maintenant je suis un de ses responsables », commence Mohammed Salha

depuis la bande de Gaza, où il reste pour aider celles et ceux qui en ont besoin.

Que s'est-il passé le 7 octobre dans les hôpitaux et les centres de santé d'AWDA?

Mohammed Salha. Ce jour-là, le troisième scénario du plan d'urgence d'AWDA a été déclenché. Il prévoit qu'Israël va entrer dans Gaza pour l'anéantir. Toutes les équipes médicales doivent alors aller travailler dans l'hôpital ou le centre le plus proche de chez eux. Comme j'habite dans le Nord, je me suis donc rendu à l'hôpital de Jabalia. Nos deux hôpitaux sont toujours en activité depuis le 7 octobre et, sur les six centres de santé que compte AWDA, quatre ne sont plus en état de fonctionner. En plus de soins de santé, les centres offrent également des services dans les abris proches d'eux : il s'agit surtout de services psycho-sociaux pour notre population complètement traumatisée.

Le personnel a-t-il été prévenu par l'armée israélienne des bombardements ?

Mohammed Salha. Le 13 octobre, l'armée israélienne a demandé au Dr Ahmad d'évacuer l'hôpital. Nous tournions à plein régime, surtout pour l'accueil de femmes enceintes, nous ne pouvions pas les laisser. Il s'agissait d'un hôpital ! La décision interne a été prise : nous n'abandonnerons pas notre poste. Le 21 novembre, les troisième et quatrième étages ont été bombardés. Quatre personnes sont tuées : deux médecins travaillant pour l'ONG Méde-





Photo AFP

cins sans frontière (MSF), un pour AWDA et une personne qui accompagnait un patient. Nous avons été bombardés à deux autres reprises par la suite : le 29 janvier où la moitié des lits a été détruite et le 31 janvier où l'étage supérieur a été visé car c'est là que se trouvent les réserves d'eau et le système d'énergie solaire.

Début décembre, l'hôpital a été assiégé par l'armée d'Israël...

Mohammed Salha. L'hôpital était encerclé par des tanks et des snipers. Ils se trouvaient à moins de 50 mètres. Le siège a duré 18 jours, c'était vraiment horrible. L'armée bombardait nos réservoirs d'eau. Nous mangions un repas de riz par jour. Nous étions 260 : staffs, patients et trois familles de voisins. Nous ne pouvions pas nous déplacer debout au risque de recevoir une balle. Nous devions ramper quand nous devions passer près des fenêtres. Nous avons dû réaliser trois amputations à cause de la présence d'une bactérie. Notre pharmacie, située à 40 mètres, était trop loin pour nous fournir en médicaments. Nous n'avions pas de nourriture. Le 17 décembre, l'armée israélienne est entrée dans l'hôpital. Ils ont emmené 20 per-

sonnes dont le Dr Ahmad pour les interroger. Le lendemain, les soldats et les 20 personnes sont revenues vers 10h du matin. Ils ont demandé aux personnes âgées entre 15 et 65 ans de se déshabiller et de ne garder que leurs sous-vêtements. Ils leur ont lié les mains dans le dos et les ont laissés comme ça dans le froid

L'hôpital était encerclé par des tanks et des snipers. L'armée bombardait nos réservoirs d'eau

de décembre toute la journée en les interrogeant les uns après les autres. A la fin de la journée, ils ont dit à 12 membres de l'équipe de l'hôpital d'aller manger quelque chose, d'aller se changer car ils devaient les suivre. Le Dr Ahmad en faisait partie. Il est venu vers moi et m'a dit qu'il était arrêté. Les seules nouvelles que nous recevons depuis nous viennent des huit personnes qui ont

été libérées entre-temps. Le Croissant rouge (l'équivalent musulman de la Croix rouge, NDIR) n'a pas de nouvelles. La direction d'AWDA travaille intensivement à leur libération mais nous ne savons rien...

L'armée israélienne prétend qu'il y a des tunnels sous les hôpitaux ou que le Hamas utilise des « boucliers humains » dans les hôpitaux. Qu'a-t-elle dit dans le cas d'AWDA ?

Mohammed Salha. Israël dit à tout le monde que le Hamas se cache dans les hôpitaux. Quand ils m'ont interrogé le jour où ils ont arrêté mes collègues, les soldats voulaient surtout savoir si nous avions accueilli des personnes qui n'étaient pas des patients. Ce n'est pas le cas, nous ne recevons personne d'autre. Nous rendons essentiellement des services liés à la maternité. Mes collègues ont été arrêtés car il s'agit de membres de l'équipe particulièrement importants : le directeur, des chirurgiens et le conducteur de l'ambulance. Ils voulaient que l'hôpital ne puisse plus travailler. Il s'agit d'une guerre contre les soins de santé, pas contre le terrorisme. Plus de 120 institutions de santé ont été détruites et 55 centre de san-



té primaires ont été affectés (entre le 7 octobre et fin février, Ndlr).

Comment avez-vous continué à travailler ?

Mohammed Salha. Je suis en communication avec le quartier général de Nuseirat. Nous sommes dispersés dans toute la bande de Gaza. L'hôpital de Nuseirat est le seul hôpital du centre qui offre encore des services de maternité. Il y a environ 50 accouchements par jour, plus de 300 femmes font appel à nos services obstétricaux. Des femmes ont été

tuées sur leur route pour se rendre dans nos hôpitaux afin d'accoucher.

Une femme s'est rendue à l'hôpital pour accoucher. Elle était accompagnée par son beau-frère de 16 ans et sa belle-mère. La belle-mère a été tuée dans la rue devant chez nous. Quand nous sommes sortis à la fin du siège, toujours encerclés par les soldats, le jeune garçon a vu le corps de sa maman soulevé par une pelleuse.

Une autre a reçu une balle d'un sniper juste devant l'hôpital pendant le siège. Il était im-

possible pour nous d'aller l'aider. Je l'entends encore hurler. Elle est décédée de ses blessures.

Vivez-vous toujours avec votre famille ?

Mohammed Salha. Non. Ma maison a été bombardée lors de la deuxième semaine de bombardements. Ma famille est à Rafah depuis le 23 novembre. J'ai cinq enfants : deux filles et trois garçons. Ma fille aînée fait des études d'ingénieur. Enfin, plus maintenant car son université a été détruite. Le plus dur, c'était au mois de décembre quand trois d'entre eux fêtaient leurs anniversaires de 15, 13 et 9 ans...

Cela fait plus de trois mois que je ne les ai pas vus. Je reçois des nouvelles quand les communications ne sont pas coupées. Comme AWDA a un centre à Rafah, je peux leur envoyer régulièrement de l'argent. Les aliments coûtent parfois 10 fois leur prix. Ici, nous n'avons plus de farine, nous mangeons de la nourriture pour les animaux.

A quoi ressemblent vos journées ?

Mohammed Salha. Nous divisons la journée en deux : 12 heures de travail et 12 heures de repos. Mais les trois premiers mois, il était impossible de se reposer. Nous dormions 2-3 heures sur des chaises ou par terre. Il y avait beaucoup de blessés, il en arrivait énormément tous les jours. Nous avons réussi à soigner 44 000 personnes depuis le 7 octobre...



VIVA SALUD est une ONG belge qui lutte pour le droit à la santé internationalement et plus particulièrement en Palestine, aux Philippines et en RD Congo. En Palestine, elle travaille avec 3 organisations partenaires :

les Health Work Committees et Bisan en Cisjordanie et AWDA à Gaza. Les activités soutenues à Gaza étaient principalement la formation de jeunes pour leur redonner espoir et les outiller pour faire face à la vie en tant que jeunes Gazaouis. Depuis le 7 octobre, Viva Salud a lancé une récolte de fonds d'urgence pour répondre aux besoins les plus essentiels relayés par le staff d'AWDA : au départ pour l'achat de médicaments, de matériel médical, de carburant pour faire tourner les générateurs d'électricité, mais aussi très vite des matelas, des couvertures et des kits d'hygiène pour les déplacés. Viva Salud exige depuis le début un cessez-le-feu permanent et la fin de l'occupation et se tient prête à soutenir AWDA à se reconstruire dès la fin des bombardements.

Faites un don en ligne ou un virement sur le compte de Viva Salud BE17 5230 8138 7321 (avec la communication « Gaza »)

**SOUTENIR
AWDA**



Après le siège de décembre, il y a eu moins de blessés. Nos 12 heures de repos sont devenues de vraies heures de repos.

Comment voyez-vous le travail d'AWDA après la guerre ?

Mohammed Salha. Nous devons réfléchir à beaucoup de choses. Nous devons tout d'abord reconstruire nos bâtiments. Nous aurons avant tout besoin d'endroits pour servir la population. Ils vont revenir dans nos centres communautaires et ils auront beaucoup de besoins. Les services de maternité ont également été détruits à Gaza, nous aurons beaucoup à faire à ce niveau-là. Nous devons aussi offrir du soutien en santé mentale à toute la population. Les gens vivent dans des abris, spécialement dans le Nord où tout a été détruit. Il faudra créer une dynamique avec ces abris. Nous devons repenser nos activités communautaires, travailler en coopération avec d'autres partenaires. Il faudra également assurer la protection des enfants. Les jeunes aussi seront un public cible important. Ils commencent à désespérer. Ils doivent sentir qu'ils sont importants pour leur pays. Alors ils ne partiront pas. Beaucoup beaucoup beaucoup de jeunes pensent à partir de Gaza...

Quel serait votre souhait pour Gaza ?

Mohammed Salha. J'aimerais déjà revoir Gaza comme elle était avant le 7 octobre. Nous vivons un désastre économique, social et psycho-social. Il y a des enfants sans famille, des familles séparées, des gens sans maison. Nous devons donner des couches-culottes à des enfants de 3-4 ans, même à des femmes. Ils ont tellement peur. Les soldats ont détruit les universités, les hôpitaux, les écoles, les organisations, les rues, l'eau, l'électricité. Vous ne pouviez déjà pas vivre normalement dans le Gaza d'avant le 7 octobre, maintenant c'est impossible.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Mohammed Salha. Il y a plus de 25 ans, j'ai commencé à étudier les concepts d'humanité, de droits humains, de construction de la paix. Je suis alors devenu un activiste. Ces concepts ont complètement changé ma perspective par rapport aux autres. J'étais très fier de mes connaissances et de la manière dont je me comportais. Pendant cette guerre, des sentiments étranges ont commencé à m'animer, des sentiments que je n'aurais jamais pensé avoir. Mon esprit les a d'abord rejetés, mais la douleur que je ressens au coeur, à cause des destructions, de la faim, des meurtres, du fait d'être séparé de ceux que j'aime, etc. me fait voir ceux qui ont causé tout cela de manière extrêmement négative, surtout quand ils s'attaquent à des enfants.

AWDA est une organisation de santé gazaouie disposant de 2 hôpitaux et de 6 centres de santé communautaire répartis sur toute la bande de Gaza. À côté d'une offre de soins, ses centres de santé communautaires proposent des formations et un lieu de rencontre et d'échange pour les jeunes. Depuis le 7 octobre, AWDA rend d'autres services selon les besoins de la population : distribution de colis alimentaires, de matelas et de couvertures pour accueillir les déplacés, de kits d'activités pour les enfants traumatisés. AWDA a perdu 7 membres de son personnel depuis le 7 octobre et 6 sont en prison sans connaissance ni de ce qu'on leur reproche, ni de leur peine. Le staff continue cependant son travail car les femmes continuent d'accoucher et les blessés d'affluer.



Ce à quoi nous devons faire face est tout simplement inhumain. Israël a tout détruit. Comment parler de droits humains à ceux qui ont perdu leur famille ? Toute la famille du mari de ma soeur a été tuée dans les bombardements. Ses parents, ses frères et soeurs, les enfants de ses frères et soeurs. C'était des gens normaux, comme vous et moi, pas des terroristes.

Et votre soeur est-elle encore en vie ?

Mohammed Salha. Non. Son corps est encore sous les décombres. Nous ne pouvons même pas l'enterrer dignement. Mon neveu est le seul survivant. Comment puis-je lui parler de droits humains ? Que va-t-il me répondre ?

Il n'y a plus de place pour l'espoir ?

Mohammed Salha. Malgré tout cela, si, il y a toujours de la place pour l'espoir. Il le faut. Nous pouvons faire face à cette situation. Il faut encore plus de résilience, encore plus de coopération. Il faut que nous soyons forts. Il faut que nous restions ici. Tous ici ont perdu un frère, une soeur, un fils, une fille, un père,

▲ Le Dr Ahmed Muhanna, directeur d'AWDA, a été arrêté par l'armée israélienne sans aucune raison le 17 décembre dernier. (Photo Viva Salud)

une mère, un ami. Mais nous continuons de nous répéter : l'espoir vit dans nos coeurs car il ne s'agit pas du nombre de vies que nous avons perdues, mais du nombre de vies que nous avons sauvées.

Cela fait 140 jours que mes collègues n'ont pas pu revoir leur famille. Nous sommes en colère, nous avons faim. Nous nous levons à 3h30 du matin pour faire le briefing ensemble. Quand j'ai vu le désespoir dans leurs yeux, je me suis dit que nous pouvions chanter. Après le briefing, nous chantons donc tous ensemble jusqu'à ce que je les sente un peu remotivés. Nous resterons humains jusqu'au dernier souffle et, si nous mourrons, nous mourrons dignement et en paix.

*Fanny Polet est la directrice de Viva Salud (voir encadré)



L'art de donner un joli nom à une sale guerre

Les campagnes militaires, c'est aussi une histoire de communication. Au moment de brandir les armes, les états – majors et les gouvernements ne laissent rien au hasard pour nommer leurs opérations. De « Castor » à « Serval », la France donne souvent des noms d'animaux à ses interventions, quand les États – Unis vantent la « liberté » et la « démocratie ». Tour d'horizon.

AURÉLIEN SOUCHEYRE





Comment sont trouvés les noms des opérations militaires ? Napoléon avait sobrement baptisé « Campagne de Russie » son offensive sur Moscou. Adolf Hitler, au moment d'attaquer l'Union soviétique, a choisi le nom d'opération « Barbarossa », en hommage à un empereur germanique. Plus récemment, le Hamas a baptisé son attaque du 7 octobre sous le nom de « Déluge d'Al-Aqsa », en référence à la mosquée de Jérusalem. Le gouvernement israélien lui a répondu avec l'opération « Épées de fer », dont le nom a été choisi par l'armée. Selon « The Times of Israël », le Premier ministre Benjamin Netanyahu aurait regretté cette appellation, lui préférant le nom de « Guerre de Gaza », ou même de « Guerre de la Genèse », ce qui donne une tout autre idée de ce qui se joue au Proche-Orient. Car le choix des titres des opérations militaires ne doit rien au hasard, et sert des buts opérationnels, politiques et communicationnels.

NE PAS PASSER POUR L'AGRESSEUR

Le général William McClain, autrefois chargé des affaires publiques pour l'armée américaine, affirme même que « la perception d'une opération peut être aussi importante pour son succès que son exécution ». Et l'expert en communication internationale Ray Eldon Hiebert, décédé cet été, considérait que « l'utilisation des mots est aussi capitale que celle des balles et des bombes. Pour remporter une guerre, il ne faut plus seulement vaincre sur le champ de bataille, mais aussi dans les esprits ».

Les États-Unis s'y emploient avec constance après avoir retenu la leçon d'une grossière erreur. En 1951, ils baptisent « Ratkiller » (tueur de rats) une de leurs opérations en Corée, ce qui constitue aujourd'hui l'exemple même de ce que l'état-major américain ne veut plus faire. L'idée est de pré-

tendre incarner la justice et la paix, non pas l'agresseur et celui qui déshumanise l'adversaire. Ainsi, en 1989, l'invasion du Panama prend le nom de « Juste cause ». En 1994, l'intervention à Haiti est estampillée « Uphold Democracy » (soutenir la démocratie). Et en 2001, la guerre en Afghanistan est un temps appelée « Infinite Justice » (justice sans limites), avant d'être renommée « Enduring Freedom » (liberté

endue, donc apparaître comme vertueuse ». Quant aux opérations de l'Otan, parfois lancées sans l'aval de l'ONU, elles se démarquent dans leurs appellations par une volonté de jouer la carte de l'union et de la coopération. « Joint Guard » (garde commune) en Bosnie en 1996, « Allied Force » (force alliée) au Kosovo en 1999 ou encore « Unified Protector » (protection commune) en Libye en 2011 utilisent toutes les

Le choix des titres des opérations militaires ne doit rien au hasard, et sert des buts opérationnels, politiques et communicationnels

immuable), dont le titre est jugé plus efficace et mesuré. Quant à la célèbre opération « Tempête du désert » de 1991 en Irak, elle cherchait à porter l'idée de rapidité et de faibles risques pour les civils, le désert étant a priori un endroit peu habité.

UNIFIER AUTOUR D'UN PROJET MILITAIRE

« Ce qu'il faut aussi comprendre concernant les noms utilisés par les Américains, c'est qu'il leur est impossible de déclencher un conflit sans débat parlementaire. Ils sont dans une communication politique à usage externe, devant le monde et la communauté internationale, mais aussi à usage interne », explique Guillaume Ancel. L'ancien officier militaire français souligne que les dirigeants états-uniens, « au moment d'engager des milliers de soldats sur le terrain, avec potentiellement plusieurs milliards de dollars de budget, doivent expliquer à leur propre société que c'est indispensable. Quels que soient les objectifs réels, la décision doit être publiquement légitimée et dé-

vocable de la « coalition » entre « partenaires », alors même que l'Otan est avant tout un outil au service des États-Unis.

Les opérations menées par l'Union européenne pourraient de leur côté laisser penser qu'elle revendique une sorte d'héritage romain. « Concordia »,

« Proxima », « Artemis », « Atalanta » renvoient toutes au monde latin. « Il y a surtout un aspect pratique dans ces choix, qui visent à éviter tout problème de traduction. Un mot unique, que tout le monde comprend, permet d'unifier un projet militaire sans le décliner dans une vingtaine de langues », mesure Guillaume Ancel.

BOMBARDER SANS POLÉMIQUER

Et la France dans tout ça ? Durant la guerre d'Indochine, l'intervention « Castor » visait à s'emparer de la cuvette de Diên Biên Phu. Depuis, les noms d'animaux sont très souvent utilisés. « Bison » au Tchad en 1971, puis « Barracuda » en Centrafrique en 1978. Deux animaux qui peuvent sembler agressifs. Cela n'a pas duré.

La participation de la France à la guerre du Golfe en 1991 prend le nom d'opération « Daguet », un petit cervidé. Il y a aussi eu « Hirondelle », « Mouette », « Tacaud », et plus récemment « Serval », en 2013 au Mali, du nom d'un félin gracieux, suivi par « Barkhane » au Sahel, du nom d'une dune, ou encore « Sangaris » en Centrafrique, qui n'est autre qu'un papillon rouge local. « Il y a la volonté manifeste de trouver un nom qui n'est porteur d'aucun sens particulier. En France, l'usage c'est de chercher l'appellation la plus neutre possible. Y compris quand il s'agit de bombarder, on ne veut provoquer aucun débat public, aucune interrogation, aucune polémique », note Guillaume Ancel. Or, l'historien Michel Goya a calculé que depuis la fin de la guerre d'Algérie, la France a participé à 32 guerres, sans forcément le dire. « Et sans approbation systématique du Parlement. D'un point de vue démocratique, c'est très gênant. L'Élysée a la main, avec la volonté de ne pas trop assumer que l'on implique un outil militaire dans des opérations parfois très lourdes et longues, qui peuvent tenir de la guerre, sans que ne soient évoqués les buts, les coûts et les risques. Le choix du nom des opérations va dans ce sens. On euphémise. Le paroxysme de cette façon de procéder, c'est l'opération « Turquoise » au Rwanda, en 1994. Une couleur comme celle-là, ça n'évoque rien à personne, cela élude les enjeux », ajoute l'ancien militaire. La France n'a du reste pas le monopole de cette politique. La Russie qualifie officiellement d'« opération militaire spéciale » la guerre bien véritable qu'elle a lancée en Ukraine. Et Israël avait baptisé « Pluies d'été » son opération militaire sur Gaza en 2006. La guerre serait presque poétique et anodine, si on ne laissait en parler que ceux qui la font...

Article paru dans l'*Humanité* magazine du 11 janvier 2024



Découvrez la véritable histoire du 1er Mai





Chaque année, la classe travailleuse du monde entier se rassemble pour lutter le premier jour du mois de mai. Un jour qui n'a pas été choisi par hasard...

JONATHAN LEFÈVRE



Photo Cris Faga

En 1884, les syndicats des États-Unis lancent une campagne massive pour la journée des 8 heures. Ils choisissent la date du 1er mai car c'est celle du début de l'année comptable des entreprises. (voir encadré)

HAYMARKET SQUARE ET LES « MARTYRS DE CHICAGO »

Deux ans plus tard, cette date sera scellée dans le sang. À l'appel de l'American Federation of Labour (AFL, Fédération américaine du travail), 340 000 ouvriers se mettent en grève partout aux États-Unis afin d'arracher la journée des 8 heures de travail. Ils sont conscients qu'il faudra plus qu'une journée pour obtenir satisfaction et les manifestations se prolongent un peu partout dans le pays. Le 4 mai, un rassemblement est organisé à Chicago, au Haymarket square. L'écrivain Howard Zinn raconte, dans son *Histoire populaire des États-Unis* : « Trois mille personnes y participèrent. Tout se déroula d'abord paisiblement. Puis, comme l'orage se faisait plus menaçant et l'heure plus tardive, la foule commença à se disperser. Un détachement composé de cent quatre-vingts policiers s'avança pour ordonner aux orateurs de faire cesser la réunion. L'orateur répliqua que c'était presque fait. C'est alors qu'une bombe explosa au milieu des policiers, faisant soixante-six blessés dont sept allaient plus tard décéder. La police répliqua en tirant sur la foule, faisant à son tour plusieurs morts et quelque deux cents blessés. »

Le pouvoir n'attendait que ça pour faire cesser le mouvement. Sans chercher à savoir qui avait lancé la bombe, la police arrête huit responsables anarchistes, ou présumés comme tels. Un seul des huit accusés était sur place au moment de l'explosion, mais à la tribune — ce qui aurait dû le disculper. Sauf que la justice s'est basée sur un texte de loi qui disait que si quelqu'un appelait à un délit, il pouvait être condamné pour ce délit même s'il n'en était pas l'auteur. Ce qui était le cas pour les huit de Chicago : les soi-disant preuves de la culpabilité des accusés ne reposaient que sur des écrits. Un délit d'opinion, en somme.

LA BOMBE LANCÉE PAR LA POLICE AIDE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Quelques mois plus tard, un procès les condamne à mort : quatre sont pendus, un se suicide dans sa cellule, et les trois autres voient leur peine transformée en peine de prison. Cette répression et le procès expéditif et totalement à charge des accusés a l'effet inverse que celui recherché par le pouvoir : un vaste mouvement de solidarité pour les « martyrs de Chicago » s'organise aux États-Unis et même en Europe. Après le verdict, l'auteur de théâtre irlandais George Bernard Shaw déclare : « Si le monde doit absolument pendre huit de ses habitants, il serait bon qu'il s'agisse des huit juges de la Cour suprême de l'Illinois (État de Chicago, NdlR). »

En 1893, le gouverneur de l'Illinois reconnaît que le procès était une parodie et que le vrai coupable de l'attentat était John Bonfield : un officier de police. Trop tard pour les « martyrs de Chicago », mais pas pour leur classe, qui va faire de cette tragédie une force.

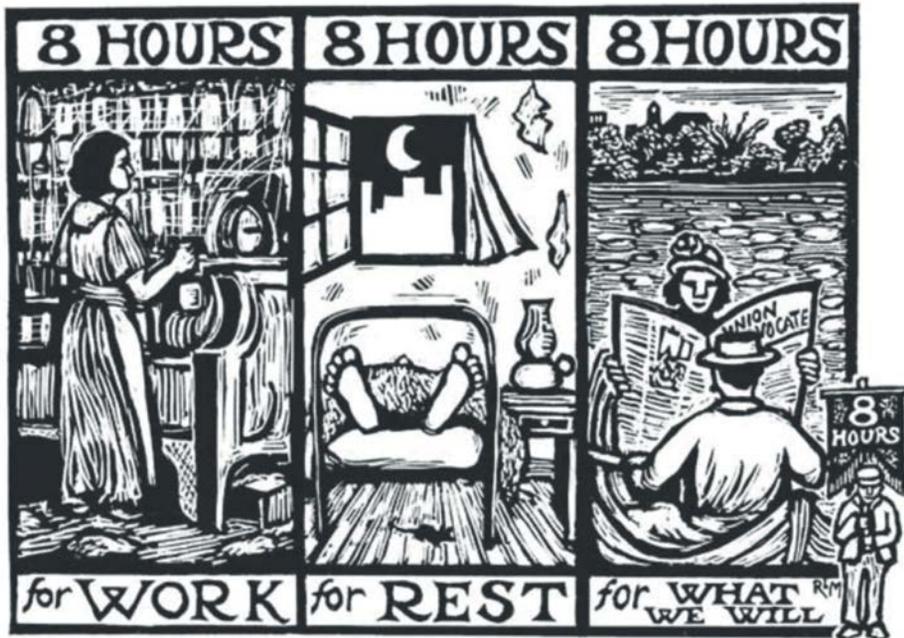
1890, LE TRIANGLE ROUGE

En décembre 1888, l'AFL décide de faire du 1er mai une journée de revendications de la classe travailleuse. En 1889, quelques mois plus tard, l'Association internationale des travailleurs (AIT, aussi appelée Deuxième Internationale à cette époque), une organisation fondée une vingtaine d'années auparavant par Karl Marx et d'autres révolutionnaires, appuie l'AFL et en fait une journée internationale de lutte de la classe travailleuse.

Le « premier 1er Mai » a lieu en 1890. À Paris, les participants portent un triangle rouge à leur boutonnière. C'est le symbole de la première revendication du monde ouvrier organisé : une pointe du triangle signifie les 8 heures de travail, une deuxième les 8 heures de repos, et la troisième les 8 heures de loisirs.

1er Mai, jour du « déménagement »

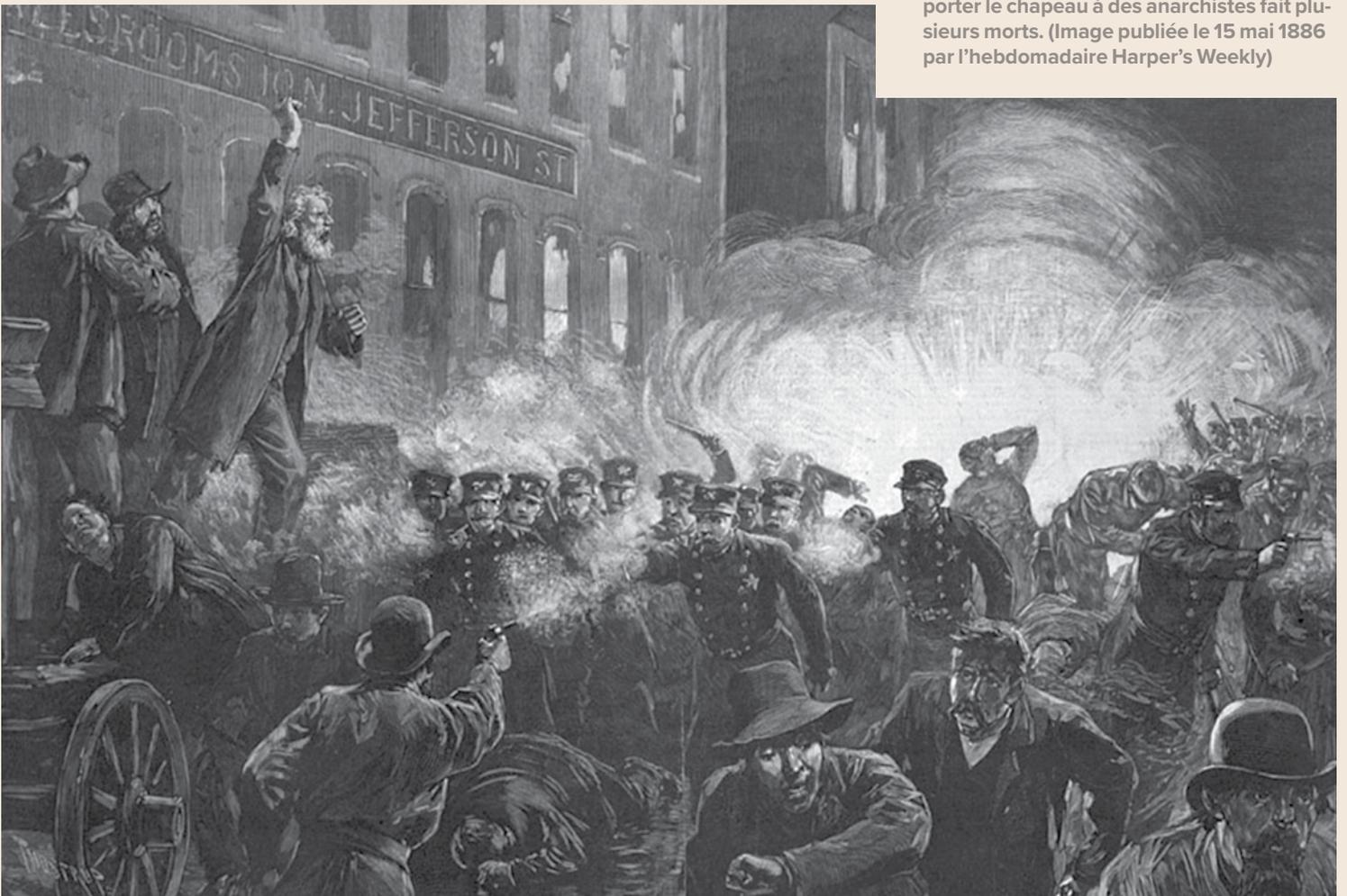
Le premier jour de mai est le jour du « Moving Day » qui marque le début de l'année comptable des entreprises et le renouvellement (ou pas) des contrats des ouvriers. Ces derniers dont le contrat n'est pas reconduit doivent changer d'usine ou de ville pour tenter de retrouver du travail. D'où l'origine du nom (« moving » = déménagement).



◀ « 8 heures de travail, 8 heures de repos, et 8 heures pour ce que nous voulons ». Aux États-Unis et en Europe, la journée des 8 heures était la première revendication du mouvement ouvrier organisé.

Depuis ce jour, partout dans le monde, la classe travailleuse se rassemble pour arracher de nouveaux droits. Augmentation de salaire, droit aux congés payés, suffrage universel, égalité hommes-femmes, réduction collective du temps de travail, fin du travail des enfants, droit à des pensions dignes... Si les revendications diffèrent parfois d'une année à l'autre ou selon les pays, tous les 1er Mai ont en commun l'objectif de gagner de nouvelles conquêtes sociales face au patronat. Et de rappeler que c'est la classe travailleuse qui crée la richesse, pas les patrons ou les actionnaires, et qu'elle a donc droit à plus que des miettes...

▼ Le 4 mai 1886, un rassemblement est organisé à Chicago, au Haymarket square. Un attentat organisé par la police pour faire porter le chapeau à des anarchistes fait plusieurs morts. (Image publiée le 15 mai 1886 par l'hebdomadaire Harper's Weekly)





NO RACE FOR RACISM



LES JEUNES FONT DU 21 MARS UNE JOURNÉE D'ACTION ET D'ENGAGEMENT CONTRE LE RACISME

Le 21 mars, journée internationale de lutte contre le racisme et la discrimination, des milliers de jeunes ont fait entendre leur voix. Dans plus d'une centaine d'écoles en Belgique, les jeunes ont organisé leur propre action pour dire «non» au racisme : grève des cours, rassemblement dans la cour de récréation, accrochage d'une banderole sur le portail de l'école, dessins géants à la craie dans la cour avec tous les élèves... Certains jeunes ont même transmis leur message à la presse.

Pour cette jeune génération, c'est clair : dans ce pays, il n'y a PAS DE PLACE POUR LE RACISME.



CAMP D'ÉTÉ 2024

Pour les jeunes du secondaire

Où? Geel

Quand? 12 au 16 août

Prix? 85 € ou 100 € prix de solidarité

5 jours de folie avec des jeunes de partout dans le pays qui veulent changer le monde : Ateliers sportifs, culturels et artistiques, des rencontres, des soirées, de la musique...

Info & inscription



www.redfox.be





Jan Brasser, alias « Witte Ko ».

JAN BRASSER (1908-1991)

Un métallo dans la résistance

Les nazis l'ont traqué avec acharnement, mais sans succès. Jan Brasser (1908-1991) était actif dans la résistance armée aux Pays-Bas pendant la Seconde Guerre mondiale. Aux côtés d'autres résistants, il a participé à de nombreuses actions qui sont entrées dans l'histoire. Avant la guerre, Brasser était ouvrier sidérurgiste chez Hoogovens, une aciérie néerlandaise.

Jan Brasser naît à Uitgeest (Hollande-du-Nord) le 2 mars 1908. À environ 14 ans, il quitte l'école et commence à travailler dans la culture de bulbes à fleur de son père. Là, il passe son temps à arracher, éplucher, désherber, tailler... et bêcher. « Il fallait avoir les reins solides », déclare-t-il à l'écrivain Otto Kraan en 1982. Mais Jan est fort.

Plus tard, il travaille dans l'installation de canalisations dans le sol. Cela lui rapporte environ 28 florins par semaine, contre 20 florins dans l'entreprise paternelle. Jan travaille ensuite dans une usine de béton, où il fabrique des fosses septiques. Il se retrouve parfois au chômage.

Mais Brasser a horreur de se tourner les pouces. Il se lance alors dans le placement de voies de chemin de fer : ils fixe les rails aux traverses à l'aide d'un grand marteau et de clous. Cette



activité lui plaît. Ensuite, avec d'autres terrassiers, il construit la nationale qui relie Limmen à Amsterdam. Jan prend de plus en plus la défense de ses collègues et se rebelle contre les « petits jeux » des patrons.

AGIR POUR UNE VIE MEILLEURE

Alors que le jeune Jan travaille pour les chemins de fer, il fait la connaissance d'un syndicaliste. Il devient membre du Parti communiste des Pays-Bas (CPN) et organise des actions contre le chômage, la réduction des allocations et le travail obligatoire. Le krach boursier de 1929 a des conséquences catastrophiques dans le monde entier et est considéré comme la cause directe de la crise des années 1930. Cette situation a également des répercussions aux Pays-Bas. Au cours de cette période, Jan Brasser se retrouve au chômage pendant quatre ans. Il rejoint le comité national des chômeurs et organise des actions pour améliorer les conditions de vie. Entre 1935 et 1937, Jan siège au conseil communal d'Uitgeest pour le CPN. En temps de crise,

▼ Le 4 mai 2021, la direction de Tata Steel dévoile une plaque en l'honneur de Jan Brasser sur le monument de Hoogovens, et le square Jan Brasser est inauguré.

l'atmosphère est tendue. « Un million deux cent mille florins pour la reine, pendant que les chômeurs se font piétiner », scandent-ils lors de manifestations.

UN RÉSISTANT À VÉLO

En 1933, les premiers réfugiés allemands affluent. Ils cherchent à fuir le régime nazi. Jan Brasser passe beaucoup de temps avec les opposants d'Hitler. Il existe un droit d'asile modéré aux Pays-Bas, et des collectes sont organisées pour les réfugiés. Lorsque le droit d'asile est aboli, ces collectes se poursuivent dans le secret.

De nombreux réfugiés allemands, ainsi que des Néerlandais, se rendent en Espagne avec les Brigades internationales pour lutter contre le fascisme et le dictateur Franco. Jan en fait la publicité.

La Nuit de Cristal du 9 novembre 1938 marque le début des massacres et des pillages. L'Allemagne lance la première grande offensive contre les Juifs. Elle est d'une violence inouïe. De plus en plus de voix appellent à la résistance. Jan Brasser est au premier rang.

En 1939, Jan travaille dans l'usine sidérurgique Martin comme fondeur de Hoogovens : il presse, polit et nettoie les portes du four. Le bord érodé du four, où

le laitier (un important coproduit des hauts fourneaux) rencontre l'acier liquide contre la paroi du four, doit être ragréé. Cela se fait à l'aide de grandes pelles pleines de dolomie qu'il faut jeter contre le bord. Brasser effectue ce travail pendant quatre ans.

À Hoogovens, il s'engage dans la résistance. Il distribue des journaux et des pamphlets interdits, et collecte de l'argent pour le fonds de solidarité. Brasser joue également un rôle important dans l'organisation de la grève de février 1941 à l'aciérie. Il distribue un pamphlet ayant pour message : « FAITES GRÈVE !! FAITES GRÈVE !! FAITES GRÈVE !! »

Brasser fait partie d'un groupe local de sabotage du CPN. Le groupe commet des actes de sabotage industriel dans l'aciérie et met le feu aux stocks de l'armée allemande dans les gares de triage de Velsen et Beverwijk. Jan est chargé de diriger le Conseil de la Résistance de Hollande-Septentrionale. Il cambriole la maison communale de Wormerveer pour éviter que l'on découvre que de nombreux documents d'identité ont été volés. Brasser ordonne également aux résistants Hannie Schaft et Jan Bonekamp d'abattre le policier Willem Ragut, de Zaan. Celui-ci a trahi de nombreux Néerlandais. Brasser effectue tout son travail de résistant à vélo.

ROEL BERGHUIS est un ancien dirigeant syndical de la Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV). Il travaille comme fondeur à Hoogovens entre 1975 et 1992. De 1992 à 2022, il est dirigeant de la FNV au sein des Chemins de fer néerlandais et de Tata Steel Netherlands.

RÉHABILITATION

Après la guerre, la direction de Hoogovens ne veut plus avoir affaire à Brasser. Jan le vit très mal. Dans les Pays-Bas de la guerre froide, les communistes convaincus sont considérés avec méfiance, même s'ils ont été personnellement décorés par la reine Wilhelmina pour leur travail de résistants. Après la guerre, Jan Brasser est membre du conseil municipal de Krommenie pour le CPN pendant 27 ans.

En 2020, Jan Berghuis, ancien ouvrier de Hoogovens, reçoit les archives qu'Otto Kraan, auteur du livre « Witte Ko » (en référence au surnom de Jan Brasser) et chef du personnel de Hoogovens pendant des années, conservait sur Jan Brasser et sur les tentatives répétées, mais infructueuses, des différentes directions visant à le réhabiliter. En tant que membre du comité d'entreprise de Hoogovens dans les années 1970 et 1980, Jan Berghuis a pris part à ces tentatives de réhabilitation.

Ce n'est qu'en 2021, 30 ans après sa mort, que Jan Brasser sera réhabilité par Hoogovens. Un square sera nommé en son honneur, et le héros de la résistance se verra attribuer une plaque sur le monument de Hoogovens dédié aux soldats tombés au combat à Velsen-Noord (Jmuiden). C'est ainsi que Jan Brasser fait son retour à Hoogovens.





Que pouvons-nous vous conseiller ?

C'est le printemps. Alors que les bourgeons éclosent et que le monde s'éveille à la beauté renouvelée de la nature, chaque film, série, pièce ou livre que nous vous suggérons vous ouvre une fenêtre sur des univers variés et inspirants. Bonne découverte !

RÉDACTION SOLIDAIRE

FILM



LES TROIS FANTASTIQUES

Max, Vivian et Tom, 13 ans, sont inséparables. Mais cet été, la dernière usine de leur petite ville des Ardennes va fermer, Vivian va déménager, et Seb, le grand frère de Max, sort de prison. Ces bouleversements vont mettre l'amitié des trois adolescents à rude épreuve...

De Michaël Dichter • à voir au cinéma dès le 1er mai

DOCUMENTAIRE



LA FLEUR DE BURITI

À travers les yeux de sa fille, Patpro va parcourir trois époques de l'histoire de son peuple indigène, au cœur de la forêt brésilienne. Inlassablement persécutés, mais guidés par leurs rites ancestraux, leur amour de la nature et leur combat pour préserver leur liberté, les Krahô n'ont de cesse d'inventer de nouvelles formes de résistance.

De João Salaviza et Renée Nader Messori • à voir au cinéma dès le 1er mai

ROMAN



ET LES GENS QUI NE SONT RIEN

Dans le Sud de la France, une femme est retrouvée battue, inconsciente. Aucun doute : c'est son mari qui a fait ça. Mais c'est le principal employeur de la région. Le gendarme en charge de l'affaire subit des pressions politiques pour le faire libérer. Mais il a bien l'intention de traiter de la même façon « les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien ». Un thriller prenant qui montre la justice à deux vitesses.

De Christophe Nicolas • aux éditions Argyll • 21,90 euros

ROMAN



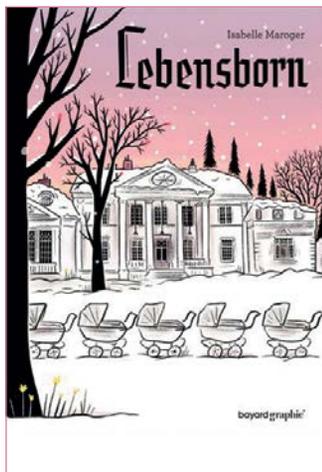
CONFINEMENT, MON AMOUR

Ce confinement ne finira donc jamais ? Voilà six mois que sa femme et lui sont isolés dans leur maison à la campagne. Si seulement il n'y avait que la pandémie, les barrages routiers, les contrôles sanitaires et cette milice... Mais il y a ce rêve, qui revient sans cesse... L'histoire de deux amoureux, lui marié, elle célibataire, séparés par les mesures sanitaires, réunis par les réseaux sociaux.

D'Olivier Fellemans • aux éditions Chloé des Lys • 29,90 euros



BD

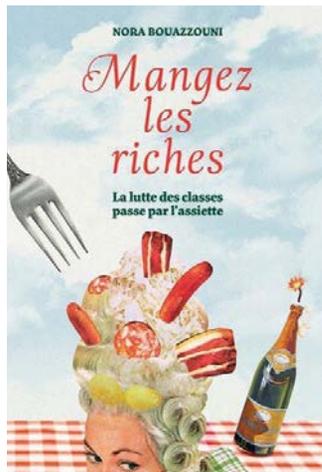


LEBENSORN

Isabelle Maroger est grande, blonde et a les yeux bleus. Comme sa mère, née pendant la guerre, dans un lebensborn : ces maternités mises en place par le régime nazi pour donner naissance à des enfants qui correspondaient aux critères de la « race » aryenne, afin d'accélérer son développement et sa domination. L'héroïne explore un chapitre méconnu des horreurs du nazisme à travers ses propres racines.

D'Isabelle Maroger • aux éditions Bayard Graphic • 22,10 euros

ESSAI



MANGEZ LES RICHES : LA LUTTE DES CLASSES PASSE PAR L'ASSIETTE

Des festins de ministres aux aides alimentaires, des burgers à la truffe à l'accaparement des terres, la nourriture est un plaisir pour qui en a les moyens, mais aussi un instrument de pouvoir et de coercition, qui laisse sur leur faim les plus démunis. Manger les riches, c'est faire ripaille de leurs privilèges, s'attaquer à la maladie plutôt qu'aux symptômes, trouver la recette d'un monde plus juste, pour tout le monde.

De Nora Bouazzouni • aux éditions Nouriturfu • 15 euros

ESSAI



UNE HISTOIRE DE LA CONQUÊTE SPATIALE

Derrière les programmes spatiaux qui nous font rêver se cachent souvent des objectifs plus sombres, militaires et économiques. Qu'il s'agisse des ingénieurs nazis, de la conquête lunaire états-unienne ou de la course aux étoiles des milliardaires actuels, « l'astrocapitalisme » engendre pollution et débris. Des approches plus durables de l'espace existent pourtant, offrant une alternative à cette course destructrice.

D'Irénée Régnauld et Arnaud Saint-Martin • aux éditions La fabrique • 20 euros

THÉÂTRE



PUISSANT-ES

La nuit venue, trois jeunes femmes se faufilent dans le noir. Ce qu'elles s'apprenent à faire est interdit. Pourtant, rien ne peut les arrêter. Inspirée des mouvements de colleuses féministes, une expérience théâtrale qui explore l'énergie d'une forme de résistance contemporaine pour éveiller en nous de nouveaux moteurs de joie et d'émancipation.

De la Compagnie 3637 • à voir au Théâtre Varia (Bruxelles) du 17 au 20 avril

Le coin jeunesse

LIVRE

DANS LE COEUR

« Tous les jours, tous les mois, tous les ans, j'attends la paix. Je rêve de la paix. Dans le cœur, je suis en sécurité. » Elles ont six ans quand éclate la guerre au Liban. Dans le cœur, elles retrouvent ce que la guerre leur a pris. Un livre plein d'espoir qui donne envie de croire en l'humain.

De Nada Matta • aux éditions MeMo • à partir de 6 ans • 15 euros



LIVRE

NINA ET LE SECRET DU HÉRISSON

Nina en est convaincue : il y a un trésor dans l'usine où travaillait son papa ! Mais un chien effrayant et son maître gardent les lieux, ça ne va pas être facile d'entrer là-dedans. Heureusement, Nina n'est pas seule. Avec Mehdi, son meilleur ami, elle va imaginer un plan incroyable ! Et un petit hérisson pourrait bien leur souffler quelques idées de génie...

D'Alain Gagnol • aux éditions Syros • à partir de 6 ans • 14,95 euros



PODCAST

LES ODYSSEES

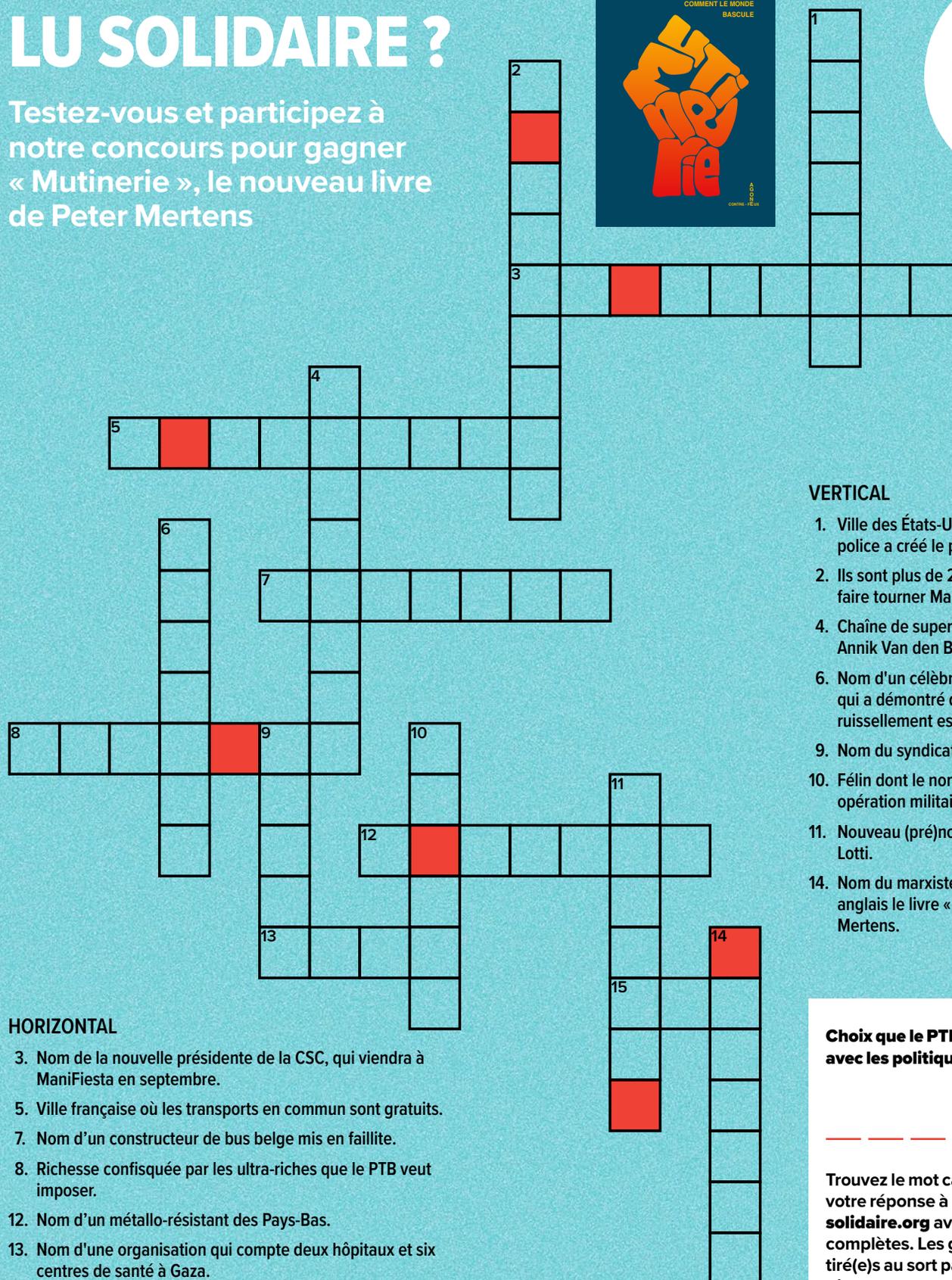
Dans la vie, il y a des gens qui n'aiment pas le monde tel qu'il est, le trouvent injuste et inventent des moyens de lutter. Comme Cartouche, l'enfant brigand qui volait aux riches pour donner aux pauvres, ou Alexandre Jacob, qui inspira le personnage d'Arsène Lupin. Découvrez-les dans ce podcast qui plonge les enfants dans les aventures des grandes figures de l'histoire.

Par Laure Grandbesançon • sur France Inter • de 7 à 12 ans



AVEZ-VOUS BIEN LU SOLIDAIRE ?

Testez-vous et participez à
notre concours pour gagner
« Mutinerie », le nouveau livre
de Peter Mertens



Les gagnants du
précédent numéro sont
Carlos K. et Danny F.
Félicitations !

VERTICAL

1. Ville des États-Unis où un attentat de la police a créé le premier 1er Mai.
2. Ils sont plus de 2 000 chaque année à faire tourner ManiFiesta.
4. Chaîne de supermarchés où travaillent Annik Van den Bosch et Agnès Babinska.
6. Nom d'un célèbre économiste français qui a démontré que la théorie du ruissellement est fausse.
9. Nom du syndicat dirigé par Irvin Jim.
10. Félin dont le nom a été utilisé pour une opération militaire française.
11. Nouveau (pré)nom de scène d'Helmut Lotti.
14. Nom du marxiste indien qui publie en anglais le livre « Mutinerie » de Peter Mertens.

HORIZONTAL

3. Nom de la nouvelle présidente de la CSC, qui viendra à ManiFiesta en septembre.
5. Ville française où les transports en commun sont gratuits.
7. Nom d'un constructeur de bus belge mis en faillite.
8. Richesse confisquée par les ultra-riches que le PTB veut imposer.
12. Nom d'un métallo-résistant des Pays-Bas.
13. Nom d'une organisation qui compte deux hôpitaux et six centres de santé à Gaza.
15. Montagne ou mer : quelle est la préférence de Peter Mertens ?

**Choix que le PTB fait pour en finir
avec les politiques traditionnelles**

Trouvez le mot caché et envoyez
votre réponse à **redaction@
solidaire.org** avec vos coordonnées
complètes. Les gagnant(e)s seront
tiré(e)s au sort parmi les bonnes
réponses.



LA PHRASE

« Il apparaîtra clairement que notre modèle capitaliste, basé sur une croissance infinie et sur une planète de taille limitée, n'est pas viable. »

– Ilja Leonard Pfeijffer, auteur



Ce n'est pas la crise pour tout le monde. En 2023, les dividendes versés par les grandes entreprises du monde entier à leurs actionnaires ont battu tous les records : 1 630 milliards de dollars. Une augmentation de 4,4 % par rapport à l'année précédente. En matière de dons aux actionnaires, la France est championne du monde : les 40 plus grandes sociétés cotées en bourse ont distribué près de 100 milliards d'euros. Et il n'y aurait pas d'argent pour les augmentations de salaires et les pensions ?

Le pacte migratoire européen fait erreur et est dangereux



Le 10 avril, le Parlement européen a approuvé le Pacte européen sur l'asile et les migrations. « Ce pacte fait erreur et est dangereux », a déclaré Marc Botenga, député européen PTB. « Tant qu'il y aura des guerres, de la misère économique et des catastrophes climatiques, les gens devront fuir leurs maisons. Ce pacte ne garantit même pas que les réfugiés seront répartis de manière égale et solidaire entre les différents pays. » L'accueil devient une sorte de marchandage entre les États membres, qui tenteront d'obtenir des avantages politiques ou financiers en accueillant ou non des personnes dans le besoin. Pour le PTB, il faut d'une part s'attaquer aux causes qui poussent les gens à quitter leur pays et, d'autre part, garantir un accueil digne et respectueux.



Les voisins solidaires des travailleurs de Van Hool



Le drame social qui touche le fabricant de bus Van Hool ne laisse pas indifférents les riverains aux alentours de l'usine. Ses voisins ont organisé une action de solidarité à l'entrée de l'entreprise à la fin du mois de mars. Sur une grande banderole intitulée « Voisins solidaires des employés de Van Hool », les participants ont imprimé une empreinte de leur main avec de la peinture. Senne Heremans (PTB) : « La fermeture de l'usine met 2 500 travailleurs au chômage et autant chez les fournisseurs. C'est un désastre pour la région et pour toute la Belgique. En effet, toute l'expertise nécessaire à la fabrication de nos futurs bus sans émissions sera perdue d'un seul coup. Il s'agit d'une mauvaise gestion de la part des gouvernements flamand et fédéral, qui n'ont rien fait pour sauver l'usine. C'est pourquoi nous avons donné un signal fort avec les riverains. Les travailleurs méritent tout notre soutien. »

MANi 20 24 FIESTA

07+08
SEPT

PREMIERS
NOMS

FÊTE DE LA SOLIDARITÉ

**HELLMUT LOTTI:
GOES METAL**

RORI

YOUSSEF SWATT'S

VIJAY PRASHAD (IN)

SHAWN FAiN (USA)

Raoul Hedebow • Omdat Het Kan & Average Rob

Irvin Jim (za) • stand-up • cinéma

Tuur Elzinga (fnv) • Lowkey (gb) • tournoi d'échecs • Naragonia

Bruno Colmant • village d'enfants • Anuna De Wever

Laura Tesoro • Marie Darah • Ana Carla Maza (cu)

Chrostin • dj sets • Hillal Sor • 3'Ain

#CeaseFireNow 🇪🇬 • LeBlanc • Adolph Reed (usa)

tournoi de foot • MST (bré) • Las Lloronas • foire aux livres

silent disco • Peter Mertens • bières locales

HIPPODROME OSTENDE • MANIFIESTA.BE

TICKET UN JOUR €20 • TICKET WEEK-END €38 • ENFANTS JUSQU'A 12 ANS GRATUIT • BUS/TRAINS GRATUITS (PLACES LIMITÉES)



médecine
pour le peuple

FAKTO

BOOM
ball

comac



viva
salud